

Jeunes et participation politique au Maroc

JUIN 2009

Auteur du rapport

**Mme Saloua ZERHOUNI
Politologue**

Propriété de l'IRES, le présent rapport entre dans le cadre du programme d'études « Lien social au Maroc : quel rôle pour l'Etat et l'ensemble des acteurs sociaux ? ». De par les opinions qui y sont exprimées, ce rapport engage la responsabilité de son auteur et en aucun cas celle de l'IRES

Table des matières

INTRODUCTION GENERALE	5
1. ETAT DES LIEUX DE LA LITTERATURE.....	6
2. JEUNES D’AILLEURS ET POLITIQUE : LES GRANDES TENDANCES.....	9
2.1. JEUNES ET INTERET POUR LA POLITIQUE	10
2.2. LA PARTICIPATION ELECTORALE DES JEUNES.....	11
2.3. JEUNES ET ABSTENTION	13
2.4. LES FORMES D’IMPLICATION POLITIQUE DES JEUNES.....	15
2.5. L’IMAGE DE LA POLITIQUE ET DES INSTITUTIONS	16
3. PARTICIPATION POLITIQUE DES ETUDIANTS : CAS DES UNIVERSITES MOHAMMED V ET AL-AKHAWAYN ..	17
3.1. JEUNES ET INTERET POUR LA POLITIQUE	18
3.1.1. <i>Discussion politique</i>	18
3.1.2. <i>Suivi de l’information</i>	18
3.2. LA COMPETENCE POLITIQUE DES JEUNES	21
3.2.1. <i>Connaissances politiques des jeunes</i>	21
3.2.2. <i>Perception de l’univers politique</i>	24
3.3. LA PARTICIPATION ELECTORALE DES JEUNES.....	26
3.3.1. <i>L’inscription sur les listes électorales</i>	26
3.3.2. <i>Le vote</i>	28
3.4. LE COMPORTEMENT ELECTORAL ET LES ATTITUDES POLITIQUES DES JEUNES.....	30
3.4. 1. <i>Pour qui voter ? Préférences partisans des jeunes</i>	30
3.4.2. <i>La mobilité électorale</i>	33
3.4.3. <i>Comment expliquer l’abstention ?</i>	34
3.4.4. <i>Les bulletins nuls</i>	36
CONCLUSION	37
RECOMMANDATIONS	38
BIBLIOGRAPHIE	40
ANNEXE 1 : LISTE DES TABLEAUX.....	43
ANNEXE 2 : LISTE DES GRAPHIQUES	44
ANNEXE 3 : METHODOLOGIE.....	45
QUESTIONNAIRE	46
REFERENCES	51



Introduction Générale

Le Maroc est l'un des premiers pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) à encourager la participation politique. Depuis la Constitution de 1962, le régime a instauré le multipartisme, reconnu le droit de vote, organisé régulièrement des élections tant sur le plan local que national et créé un Parlement. Avec l'ouverture politique des dernières années, il y a eu un élargissement du champ de la participation. Ainsi, avec l'expérience d'alternance en 1998, les partis de l'opposition sont passés pour la première fois au gouvernement ; la composante islamiste est représentée aussi bien sur la scène partisane qu'au Parlement¹. La société civile s'est considérablement développée et nombre d'ONG (Alternatives, Collectif Modernité et Démocratie, l'Espace Associatif, Transparency Maroc) accordent une importance particulière aux enjeux politiques.

Dès son accession au trône en 1999, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a entrepris une série de mesures pour améliorer les conditions de la participation politique. Les premières consultations électorales sous son règne, celles de 2002 et 2007, sont considérées comme les plus transparentes dans l'histoire électorale du Maroc. Des réformes importantes des textes réglementant les élections ont été adoptées (mode de scrutin, âge d'éligibilité, découpage électoral). En 2005, après deux ans de négociations entre le Ministère de l'Intérieur et les partis politiques, une loi organisant un champ partisan largement fragmenté a vu le jour². Par ailleurs, des avancées considérables ont été réalisées dans le domaine des droits humains et des libertés publiques³. Ce nouveau contexte est, de ce fait, favorable à une participation active des citoyens désireux d'influencer les processus décisionnels.

Nonobstant les signes de libéralisation politique que le régime a donné, on constate la montée de l'abstention et la baisse des adhésions aux organisations politiques traditionnelles⁴. Lors des élections législatives de 2007, seulement 37% des inscrits ont pris part au scrutin, et ce malgré les efforts déployés par différents acteurs politiques pour inciter les citoyens à participer. Ces comportements politiques se manifestent davantage chez les jeunes que chez leurs aînés et suscitent souvent des jugements négatifs sur leur rapport à la politique. Pour certains analystes, on assiste à une dépolitisation, à une apathie voire, à un individualisme qui réduirait la participation des jeunes au seul champ de la consommation. D'autres analyses bousculent ces idées pour démontrer que les jeunes d'aujourd'hui ne sont pas dépolitisés et qu'ils entretiennent avec la politique un lien construit entre héritage et expérimentation (Muxel, 2001).

Dans la tradition française, les politologues s'accordent à distinguer la participation dite « conventionnelle » de la participation « non conventionnelle ». La première concerne « l'implication du citoyen dans la vie politique institutionnalisée. C'est autour de l'élection, et donc de l'acte de vote, que s'ordonne cette forme de participation. Elle peut s'étendre également à tout ce qui concourt à produire le processus électoral (écoute des émissions politiques, discussions et débats politiques, participation à des meetings, etc.) »⁵. La deuxième se rapporte à « l'ensemble des manifestations qui peuvent être tout aussi bien légales (signer une pétition, boycotter un produit, etc.) que violentes (occupation de bâtiments, destruction de documents etc.) »⁶.

Au Maroc, la relation des jeunes marocains à la politique reste à définir : Comment les jeunes participent-ils à la vie politique ? Est-ce principalement à travers les modes traditionnels tels que le vote et l'adhésion aux organisations politiques ? Quels sont les déterminants et les motivations de leur participation ? Comment expliquer l'abstention ? Enfin, comment les jeunes perçoivent-ils leur environnement politique ? L'objectif principal de cette étude, commanditée par l'Institut Royal des Études Stratégiques, est d'appréhender le rapport des jeunes à la politique en mettant en œuvre trois approches : 1) la revue de la littérature sur les jeunes et la politique au Maroc ; 2) la présentation des tendances qui caractérisent le rapport des jeunes à la politique dans d'autres sociétés et régimes politiques ; 3) l'analyse de la participation politique des jeunes en prenant comme objet d'étude les étudiants de l'Université Mohamed V à Rabat et l'Université Al-Akhawayn à Ifrane⁷. Ces approches sont certes complémentaires mais elles ne permettent pas d'avancer un modèle explicatif complet sur la participation politique.

1. Etat des lieux de la littérature

Les recherches sociologiques sur les jeunes au Maroc sont, pour le moins, rares. Malgré leur poids démographique croissant et la progression de la proportion scolarisée au sein de cette catégorie, peu d'études ont été réalisées pour mesurer l'impact de ces mutations structurelles sur l'évolution culturelle, sociale, politique et économique du pays. Les quelques travaux empiriques sur la jeunesse marocaine restent insuffisants en nombre et n'apportent que des réponses partielles à la question. La plupart des travaux ont ciblé une jeunesse urbaine instruite (élèves ou étudiants). Ces travaux se sont interrogés surtout sur les questions des valeurs en adoptant l'analyse quantitative. Ceci dit, ils sont d'une importance capitale. En dépit de la diversité des approches adoptées et des problématiques abordées par les différents chercheurs, les résultats de leurs travaux peuvent nous aider à déceler les grandes tendances dans les comportements, attitudes et valeurs des jeunes marocains⁸.

Les premiers travaux sociologiques sur la jeunesse marocaine datent des années soixante. Tout d'abord, l'enquête menée par André Adam auprès de 418 lycéens musulmans âgés de 15 à 22 ans dans les villes de Casablanca et de Fès (1961)⁹. Parmi les conclusions importantes de son travail, « le modernisme » des jeunes qui aspiraient à rejoindre les positions avancées des sociétés occidentales. Une majorité des enquêtés rejetait la polygamie, avait une préférence pour la littérature française et les films européens, et accordait une place moins importante à la religion (80%). En outre, une grande majorité des répondants disait s'intéresser à la politique aussi bien à Casablanca (71,8% chez les garçons et 55,9% chez les filles) qu'à Fès (76,4% de garçons et 60,4% de filles). L'auteur note que la jeunesse instruite peut jouer un rôle important dans la modernisation d'une société foncièrement traditionnelle¹⁰.

Quelques années plus tard, Paul Pascon et Mekki Bentaher ont conduit une enquête auprès de 296 jeunes ruraux, âgés de 12 à 30 ans, principalement dans les provinces de Beni Mellal, de Kenitra, Marrakech et Taza¹¹. Les auteurs montrent dans leur travail que les jeunes ruraux sont conventionnels, accordent une place importante à la famille et idéalisent leur rapport à l'Etat qui est perçu comme fort et susceptible de leur garantir un travail.

Le premier travail empirique à traiter de façon approfondie le rapport des jeunes à la politique est celui de Monte Palmer et Mima Nedelcovych. Entre 1978 et 1979, ces deux chercheurs ont mené une enquête auprès de 500 étudiants de l'Université de Mohammed V Rabat¹². Ils se sont interrogés, entre autres, sur la relation entre les étudiants et les institutions politiques ; le degré d'intérêt pour la politique ; l'efficacité politique et la participation électorale. Les résultats de leur travail montrent que la plupart des jeunes avait une certaine connaissance politique des institutions et une parfaite compréhension du fonctionnement du régime. Malgré le fait que les sondés pensaient que leur participation compte, ils n'étaient pas nombreux à voter. En effet, seulement 25% des enquêtés avaient participé aux élections communales de 1976 et dans une moindre mesure (3%) aux élections législatives de 1976. Une majorité d'étudiants a expliqué leur non-participation par le fait qu'ils ne croyaient pas en la légitimité/crédibilité des institutions existantes.

Par ailleurs, les enquêtés ne pensaient pas pouvoir changer grand-chose à travers des moyens légaux. Ils ont montré une préférence pour les modes non-conventionnels de la participation politique ; 30% pensaient exercer ainsi leur influence à travers des formes de protestation et 11% étaient partagées entre : faire la grève, écrire à la presse ou contacter les responsables. Les chercheurs notent que le questionnaire a été administré pendant une période qui se caractérisait par la montée de la protestation sociale, ce qui explique en quelque sorte la prédominance de cette attitude parmi les sondés. Il est clair que cette génération s'intéressait à la politique et avait une certaine connaissance et aptitudes à évaluer les institutions.

D'autres études montrent le haut niveau de politisation de la jeunesse des années soixante et soixante-dix, non pas sur la base de travaux empiriques, mais en analysant le mouvement étudiant et le rôle politique de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc (UNEM). A cet égard, on peut citer les travaux d'Abdellatif Menouni¹³, Haffarlabiar¹⁴, Mohamed Darif¹⁵ et Mohamed El Ayadi. Ce dernier, dans son article sur les mouvements de jeunesse au Maroc, parle de l'émergence d'« une nouvelle intelligentsia politique durant les années soixante et soixante-dix »¹⁶. Entre 1968 et 1973, l'université marocaine était un espace privilégié pour l'expression politique des jeunes et jouait un rôle important dans leur socialisation et la construction de leur rapport à la politique. Pour El Ayadi, L'UNEM « était même devenue la principale force politique d'opposition au pouvoir et à ses choix, au moment de la persécution des principaux partis de l'opposition. »¹⁷. Ceci nous renseigne sur le degré d'engagement politique des jeunes de l'époque.

A la différence de cette jeunesse « moderniste » et hautement politisée, celle des années 1990 affiche des tendances inverses. L'enquête menée par Rahma Bourqia, Mokhtar El Harras et Driss Bensaid¹⁸ auprès de 500 jeunes, entre 1991 et 1992, montre la faible adhésion des jeunes aux partis politiques (10,8%) et le manque de confiance aussi bien dans les partis (1,8%) que dans l'Etat (2,2%). Le Groupe de Recherches et d'Etudes Sociologiques de Rabat, suite à une enquête conduite auprès de 865 élèves et étudiants en 1995, conclut également à la dépolitisation des jeunes¹⁹. Selon leur étude, seuls « 15,1% déclarent faire partie d'une association et parmi ces 131 jeunes, seuls 7 personnes, c'est-à-dire 0,8%, sont adhérents d'une association politique »²⁰. Par ailleurs, les auteurs avancent la thèse de la « retraditionalisation » des mentalités et de la valorisation de la religion. L'enquête montre que « 91,9% de la population considèrent que les critères religieux doivent guider les décisions des gens dans la vie économique et commerciale et presque le même nombre de personnes interrogées (90,7%) sont favorables à l'intervention de la religion dans la vie administrative et politique de la société. »²¹.

Dans son analyse du rapport des jeunes à la politique, Mounia Bennani-Chraïbi²² confirme la dépolitisation affichée des jeunes et leur éloignement de la sphère du politique. Néanmoins, elle souligne que les jeunes réinvestissent le champ politique en s'appropriant l'espace public (manifestations violentes)²³. Pour elle, « à l'exclusion qui prévaut au niveau de la sphère politique visible correspond l'inventivité de tous et indirectement l'affirmation d'un savoir-faire exercé entre autres dans le décodage de la vie politique. Tout ce qui relève du non-dit, voire du tabou, dans les entretiens ou dans des rapports sociaux formalisés, ressurgit dans le monde de la dérision, sous forme d'un 'défi de masse anonyme'. »²⁴. Sur la base d'autres enquêtes, l'auteur confirme le manque de confiance vis-à-vis de la classe politique marocaine, des partis politiques, du Parlement et des élections²⁵.

Depuis les législatives de 2002, plusieurs sondages ont été menés pour analyser le rapport des jeunes marocains à la politique. A cet égard, nous pouvons citer le sondage réalisé par l'Association 2020 pour évaluer les attitudes et les prédispositions des citoyens marocains envers les élections ; en 2004, une enquête a été administrée auprès de 100 jeunes leaders marocains en vue d'analyser leur vision du Maroc et de son avenir²⁶. En 2005, le journal *l'Economiste* a interrogé 776 jeunes marocains âgés de 16 à 29 ans sur plusieurs questions dont leur rapport à la politique²⁷ ; en 2006, l'Institut Américain Républicain (*American Republican Institute*) a conduit un sondage sur les intentions de vote des Marocains²⁸ ; entre 2006 et 2007, plusieurs sondages ont été administrés par le Ministère de l'Intérieur et par l'Association 2007 Daba ; enfin, nous pouvons citer le sondage sur le marketing politique au Maroc²⁹.

La jeunesse d'aujourd'hui est-elle politisée ou dépolitisée ? Les données présentées par les différents travaux sur le rapport des jeunes à la politique restent lacunaires et insuffisants pour répondre à cette question. Les thèmes récurrents des différentes enquêtes dédiées à l'analyse de la participation politique des jeunes sont : l'intérêt pour la politique ; l'adhésion aux partis politiques ; le vote et la perception des institutions politiques. Les travaux concluent à une dépolitisation accrue de la jeunesse d'aujourd'hui. Ces conclusions sont à nuancer. En effet, les travaux n'ont pas pris en compte les nouvelles formes d'action collective des jeunes. Le rapport des jeunes à la politique peut se construire en dehors du cadre organisationnel, traditionnel et formel de l'action politique. Les jeunes s'intéressent à la politique, à des degrés divers, mais ne votent ni n'adhèrent pas aux partis politiques. Le manque de confiance et le discrédit des institutions politiques sont fortement enracinés dans l'esprit des jeunes.

Entre la sphère formelle et informelle de la participation des jeunes, des manières de faire sont en gestation. Outre l'émergence d'un militantisme associatif confirmé par les différentes enquêtes menées dans les années 1990, de plus amples investigations doivent être menées pour saisir le rapport des jeunes à la politique dans sa complexité et sa diversité. Qu'en est-il des jeunes sans d'autres cieux ?

2. Jeunes d'ailleurs et politique : les grandes tendances

Dans différents pays, une importance particulière est accordée à la participation politique des jeunes. Au-delà de leur poids électoral, croissant ou décroissant, les gouvernements, surtout dans les pays développés, s'intéressent à leur participation. Nombre de travaux sont commandités pour développer des politiques susceptibles de favoriser et de garantir les conditions nécessaires pour que les jeunes exercent une citoyenneté entière.

La littérature est riche en travaux sur la participation politique des jeunes, surtout dans les régimes démocratiques. Une diversité d'approches et de techniques est utilisée pour analyser leur rapport à la politique. Sur la base de données existantes, nous allons exposer, dans ce qui suit, les grandes tendances qui se dégagent de certaines enquêtes administrées auprès des jeunes aux Etats-Unis, au Canada, en Europe et dans certains pays de la région MENA. Mais il ne s'agit pas de dégager les similitudes et les divergences dans les comportements et attitudes politiques des jeunes dans ces pays. En effet, les conditions d'une comparaison rigoureuse ne sont pas réunies.

Les tendances seront présentées à titre indicatif tout en prenant en considération: 1) les variations dans le contexte politique, économique et social au sein duquel les jeunes participent ; 2) la diversité des systèmes de valeurs des jeunes ; 3) l'hétérogénéité de la catégorie des jeunes ; 4) la variation des approches adoptées et des questions soulevées dans la réalisation des travaux et enquêtes. Etant donné l'impossibilité de présenter les différents aspects analysés, nous allons nous limiter aux points suivants : 1) l'intérêt des jeunes à la politique ; 2) la participation électorale ; 3) les formes d'implication politique des jeunes, et enfin ; 4) l'image de la politique.

2.1. Jeunes et intérêt pour la politique

Les jeunes générations s'intéressent à des degrés divers et de différentes façons à la politique. Leur rapport à la chose publique varie d'un pays à l'autre. Si les études aux Etats-Unis et au Canada ont montré que les jeunes sont moins intéressés par la politique que leurs aînés, cette tendance ne se confirme pas en Europe ou dans certains pays de la région MENA.

Dans son étude sur les jeunes américains, Martin Wattenberg montre que leur niveau de politisation a largement baissé, et ce depuis les années 1970. Les jeunes lisent moins les journaux, suivent rarement les informations télévisées, ont des connaissances politiques limitées et sont peu nombreux à voter³⁰. Ces tendances ont été confirmées par l'étude de Keith Archer et Jared Wesley sur les jeunes au Canada³¹.

Ceci dit, les thèses sur la faible politisation des jeunes américains ne sont pas partagées par tous. Certains analystes considèrent certaines formes d'engagement civique des jeunes comme des activités politiques. Pour Russel J. Dalton, participer aux associations bénévoles peut être considéré comme une forme de participation politique³². Ce point de vue a été critiqué par d'autres chercheurs qui notent que ces formes d'engagement sont obligatoires dans la plupart des universités et collèges américains³³. Par ailleurs, des études ont montré que beaucoup de jeunes américains s'engagent dans les associations parce qu'ils veulent surtout étoffer leur curriculum vitae³⁴.

Des études récentes menées, aussi bien en Europe que dans certains pays de la région MENA, ont démontré des tendances inverses. En Europe, les résultats de l'enquête Eurobaromètre estiment à 82% les jeunes qui s'intéressent à la politique et à l'actualité de leurs pays³⁵. Plus particulièrement en France, Anne Muxel, Cécile Riou et Viviane Lehay notent que l'intérêt des jeunes pour les questions politiques n'est pas différent de celui du reste de la population puisqu'ils sont 35% à se déclarer très intéressés ou intéressés par la politique³⁶.

Une étude sur les jeunes en Jordanie, en Syrie et au Liban montre qu'une majorité de sondés s'intéressent à la politique. Ils sont nombreux à suivre l'actualité politique en lisant les journaux ou en regardant les nouvelles télévisées. Ils participent à des conférences et forums de discussion (surtout en Jordanie)³⁷. Cette tendance ressort également d'un sondage effectué au Maroc, à l'occasion des législatives de 2007. Parmi ceux qui disent s'intéresser beaucoup ou assez à la politique (70%), les jeunes de la catégorie 18-29 ans occupent une place importante (plus que 60%)³⁸.

L'intérêt des jeunes d'aujourd'hui à la politique est difficile à cerner. Malgré les chiffres avancés, l'idée de politisation ou de dépolitisation des jeunes est largement discutable. Il est à noter que les jeunes interviennent dans des contextes différents de ceux des générations précédentes. Le domaine du « politique » s'est largement accru et sa signification a beaucoup évolué. La politique ne se limite plus à l'organisation des institutions et au domaine du pouvoir étatique ; elle est un peu partout et caractérise toutes les relations. Pour appréhender l'intérêt des jeunes à la politique, il serait judicieux d'adopter une définition large du politique et de prendre en compte les centres d'intérêts et les formes à travers lesquelles les jeunes s'impliquent dans la vie publique.

2.2. La participation électorale des jeunes

La faible participation des jeunes aux élections est une tendance qui traverse les différents pays. Elle n'est pas spécifique à des contextes socio-politiques et économiques déterminés et ne dépend pas du système des valeurs ou de la nature des régimes politiques. En effet, les enquêtes menées aussi bien en Europe, au Canada, aux Etats-Unis que dans certains pays de la région MENA montrent la baisse de la participation électorale des jeunes en comparaison avec les générations précédentes. Par exemple au Canada, ils sont 85% à voter dans la catégorie d'âge des 45 ans et plus, et seulement 59% dans le groupe des électeurs qui sont dans la vingtaine³⁹. Aux Etats-Unis et au Canada, seulement 40% des jeunes âgés de 18 à 25 ans sont allés aux urnes lors des élections tenues en 2004 dans les deux pays⁴⁰.

Si la tendance est similaire dans la plupart des pays, il y a une variation au niveau des taux d'abstention et des profils de ceux qui s'abstiennent. Au Canada, certains travaux font ressortir le lien entre le niveau de scolarité et l'engagement politique des jeunes. L'étude de Milan montre que plus le jeune est scolarisé, plus il participe au vote⁴¹. Mieux encore, les jeunes adultes ayant un diplôme universitaire participent plus à d'autres formes d'engagement politique (69%) que ceux ayant un diplôme d'études secondaires (32%)⁴². Le niveau social est un autre facteur déterminant de la participation politique des jeunes. Toujours selon Milan, la population sondée qui vivait dans un ménage à faible revenu était presque deux fois moins susceptible de voter que celle qui habitait dans un ménage à revenu élevé⁴³.

Par ailleurs, la signification de l'abstention diffère selon le niveau d'instruction. En France, Anne Muxel, Cécile Riou et Viviane Lehay notent que l'abstention a, d'un côté, une signification politique chez les jeunes instruits et les étudiants ; c'est, pour eux, un moyen pour peser sur le système politique. D'un autre côté, elle reflète des attitudes moins critiques, une certaine distance et un désintérêt vis-à-vis de la chose politique chez les jeunes moins instruits et qui ont des difficultés à intégrer le monde du travail⁴⁴.

La faible participation électorale des jeunes ne reflète pas une perception négative de l'acte de voter. Ceci ressort clairement de l'étude conduite en France par Anne Muxel, Cécile Riou et Viviane Lehay. En effet, 59% des jeunes considèrent le vote comme un moyen efficace et démocratique pour influencer les politiques publiques et les processus décisionnels⁴⁵. Dans une autre étude sur les jeunes nouveaux électeurs, Anne Muxel constate. « Bien que l'on puisse noter par rapport aux générations précédentes des signes de délitement du devoir civique qu'ils [les jeunes] représentent, c'est une très grande majorité d'entre eux, 77%, qui considère le fait d'aller voter comme extrêmement important pour le bon fonctionnement de la démocratie »⁴⁶. Cette perception positive n'est pas spécifique à la France car il semble qu'une grande majorité des jeunes européens pense que le vote est la forme la plus efficace pour prendre part à la vie publique.

Dans les pays de la région MENA, l'intérêt accordé à l'acte du vote dépend du degré d'ouverture politique des régimes. Au Maroc, une enquête administrée auprès des étudiants a montré qu'une majorité des jeunes pensent que leurs voix comptent même s'ils ne votent pas⁴⁷. Tandis qu'en Syrie, les jeunes n'accordent pas beaucoup d'intérêt à l'acte du vote puisqu'ils ne jouissent pas d'une grande liberté dans la formulation de leurs choix. Jamil Mouawad note que « la jeunesse syrienne ne lie pas les élections à des concepts tels que la responsabilisation et la transparence mais les perçoivent plutôt comme un moyen de renforcer le monopole du pouvoir par le régime »⁴⁸.

2.3. Jeunes et abstention

Les différentes études ont avancé une diversité de facteurs sous-jacents à la montée de l'abstention chez les jeunes. Les raisons les plus citées sont l'apathie politique, le désintérêt vis-à-vis de la politique, le manque de connaissances politiques, l'affaiblissement du sens du devoir électoral, la dégradation de l'image du politique, les difficultés administratives et le peu de contact entre les citoyens, les partis et les candidats. Le problème de l'abstention est multidimensionnel, il est expliqué par une multitude de facteurs au sein d'un même pays.

Au Canada, la faible participation électorale des jeunes a été attribuée à un effet de « cycle de vie ». Selon cette thèse, les jeunes auront tendance à voter au fur et à mesure qu'ils avancent en âge. Des études récentes ont montré les limites de cette thèse, il semble que les deux plus jeunes groupes d'âge ont tendance à participer moins⁴⁹. Désormais, la faible participation est beaucoup plus reliée à « un effet générationnel » : la cohorte la plus jeune vote moins que la plus vieille⁵⁰.

D'autres chercheurs expliquent l'abstention chez les jeunes canadiens par l'intérêt décroissant pour les questions politiques, une certaine apathie politique et une perception de la politique comme une activité ennuyeuse⁵¹. Les jeunes ne s'intéressent pas au processus politique soit par manque de compétence, soit par manque de motivation⁵². D'autres analystes expliquent ce comportement par le manque de prise de conscience chez les jeunes de la pertinence des élections et de l'impact direct des décisions politiques sur leur vie⁵³.

L'abstention a été expliquée également par le fait que les jeunes canadiens se sentent à l'écart du discours politique traditionnel et que leurs intérêts ne sont pas pris en considération dans les politiques gouvernementales⁵⁴. En effet, il est plus probable que les jeunes accomplissent leur geste électoral s'ils sont contactés directement par les candidats ou le parti. Le manque de communication entre les acteurs politiques et les citoyens influe sur la décision du vote. Blais et autres notent que « la probabilité de voter augmente de 5% quand une personne a été contactée par un parti politique. De plus, seulement 30% des personnes nées après 1970 ont déclaré avoir été contactées par un parti, comparativement à 43% des personnes nées dans les années 1960 et 50% des personnes nées avant cette date »⁵⁵.

Par ailleurs, des recherches récentes indiquent que les facteurs « administratifs et personnels » sont à prendre en considération dans l'analyse du comportement abstentionniste. Pammett et LeDuc observent que les jeunes de 18-24 ans invoquent plus que tout autre groupe ces facteurs pour expliquer le non vote⁵⁶. Ces facteurs englobent le fait d'être absent de la circonscription le jour du vote, les problèmes d'inscription ou de mobilité géographique, l'absence d'information sur la date et le lieu du vote. Ces facteurs peuvent être généralisés à d'autres contextes car ils font partie des problèmes communs auxquels les citoyens peuvent être confrontés dans les différents pays.

Le manque de connaissances politiques est un autre facteur explicatif de l'abstention des jeunes aussi bien au Canada qu'aux Etats-Unis. Une étude comparative sur la connaissance politique des jeunes Américains, Canadiens et Québécois attribue la faible participation au manque d'informations nécessaires à faire un choix éclairé. Henry Milner, auteur de cette étude, note que les connaissances politiques des jeunes sont limitées, et ce aussi bien sur les affaires nationales que sur les affaires internationales. Selon son étude, « 55 % des jeunes Américains sont incapables de nommer un pays membre du Comité permanent du Conseil de Sécurité des Nations-Unies (y compris les Etats-Unis), comparativement à 30% au Canada ». En outre, « 56% des Américains sondés ne citent pas les citoyens comme la catégorie de gens ayant le droit de voter, comparativement à 43% des Canadiens.....les jeunes Américains sont incapables de nommer un ministre du gouvernement (77%) et de déterminer quel parti est le plus conservateur »⁵⁷.

La corrélation des résultats relatifs à la connaissance politique des jeunes avec les taux de participation montre que « parmi les personnes interrogées, la proportion des jeunes en âge de voter, qui sont allés aux urnes, est de trois Canadiens (élection fédérale de 2006) pour deux Américains (élections présidentielle de 2004) »⁵⁸.

Il en conclut que plus les jeunes sont informés, plus ils participent à la vie politique. Leur décision de vote dépend de leur niveau d'information sur la politique de façon générale et sur les thèmes de la campagne électorale, en particulier⁵⁹.

En France, Pierre Bréchon dans son travail sur les comportements électoraux explique la montée de l'abstention par trois phénomènes : « la progression des valeurs d'individualisation en politique comme dans les autres domaines de la vie ; le rejet croissant de la politique politicienne ; et le caractère plus gestionnaire et plus nuancé des débats politiques entre droite et gauche »⁶⁰. D'autres études sur la participation politique des jeunes en Europe avancent la montée de l'individualisme et la concentration sur la sphère privée, pour expliquer l'abstention⁶¹.

Le comportement abstentionniste des jeunes est très complexe, pour certains auteurs, le manque d'intérêt pour la politique ou le manque d'informations ne peuvent expliquer le non-vote. Anne Muxel note que ceux qui s'abstiennent ne sont pas forcément les moins intéressés par la politique ou les moins informés ; inversement, ceux qui votent ne sont pas les plus engagés politiquement. Pour elle, l'abstention est une façon de se mettre « hors du jeu politique ou dans le jeu politique »⁶². En effet, l'abstention est le résultat d'une combinaison de facteurs ; elle ne peut être attribuée à une cause singulière.

2.4. Les formes d'implication politique des jeunes

Si la baisse de la participation électorale des jeunes est une tendance qui se confirme dans pas mal de pays, les études ont montré que les jeunes ne désertent pas pour autant le champ de l'action politique. En se basant sur les données de l'Enquête sociale générale de 2003, Anne Milan montre que les jeunes Canadiens de 22 à 29 ans participent à des formes d'engagement politique autres que le vote⁶³. Ils sont 32% à chercher l'information sur une question politique, 31% à signer une pétition et 1 jeune adulte sur 10 à participer à une manifestation ou à une marche publique. O'Neill constate que « si les jeunes Canadiens semblent moins engagés sur le plan politique, il s'agit moins d'un rejet conscient de la politique que de l'incapacité de voir l'importance de la participation politique, combinée peut-être à la croyance que la politique traditionnelle n'offre pas de mécanismes efficaces pour traduire les désirs en actions »⁶⁴. D'où l'intérêt croissant des jeunes pour de nouvelles formes d'engagement et de participation politiques.

En Europe, les résultats de l'Eurobaromètre montrent que les jeunes ne sont pas nombreux à adhérer aux organisations telles que les partis politiques (5%) et les syndicats (7%) ; les associations et surtout les clubs sportifs semblent les attirer plus (49%). Les jeunes participent activement à la vie politique soit en signant des pétitions ou en exposant leurs avis sur des forums de discussion en ligne. Plus d'un jeune sur quatre a opté pour la première forme, et dans une proportion similaire, pour la deuxième forme. Pour ce qui est des manifestations publiques, un jeune sur cinq a déjà pris part à ce type d'activité. Dans le même ordre d'idées, Geoffrey Pleyers note que la baisse du vote des jeunes en Europe ne traduit pas une apathie politique ; ces derniers s'engagent dans la vie politique à travers de nouvelles formes⁶⁵.

Dans une étude comparative sur la participation politique des jeunes en France, en Italie et en Espagne, Anne Muxel et Marlaine Cacouault montrent que « le trait sans doute le plus remarquable d'une culture politique commune aux jeunes Européens du Sud est leur disposition à l'action protestataire »⁶⁶. Au Canada, des études sur la participation politique des jeunes confirment cette nouvelle tendance à la régression du vote et à la progression des formes d'engagement telles que la participation aux manifestations sur des questions liées à la santé, l'éducation ou encore l'antimondialisation⁶⁷. En outre, une conclusion importante du travail d'Anne Milan nous apprend que les formes d'engagement politique, autres que le vote, attirent les jeunes aussi bien ceux qui accomplissent leur geste électoral que ceux qui s'en abstiennent⁶⁸.

Il semble que ces formes d'engagement politique intéressent également les jeunes de certains pays de la région MENA. Par exemple au Maroc, certains sondages ont montré la faiblesse de l'adhésion aux organisations politiques traditionnelles telles que les partis politiques et les syndicats. Selon l'enquête sur le marketing politique, 96% des personnes interrogées n'ont aucune appartenance politique et 98% sont sans affiliation syndicale⁶⁹. Les jeunes Marocains optent davantage pour le travail associatif. La même tendance se dégage au Liban, avec 71.4% des sondés qui sont actifs dans des ONGs oeuvrant pour la promotion des droits de l'homme, du dialogue et de la démocratie⁷⁰. Par ailleurs, les jeunes Libanais, à l'image des jeunes en France et en Europe du Sud, ont tendance à participer activement aux manifestations publiques.

2.5. L'image de la politique et des institutions

L'image de la politique varie selon qu'on la perçoit comme un idéal ou comme une pratique. En Europe, les jeunes ont une vision idéaliste de la politique, c'est « un moyen de résoudre les problèmes internationaux (68%) et/ou les problèmes sociaux (67%) »⁷¹. Néanmoins, en tant que pratique, la politique provoque des perceptions cyniques, « elle est associée aux notions de promesses vaines (46%) et de corruption (35%) ».

Pour la région MENA, le travail de Jamil Mouawad met en évidence l'image communément négative que l'on se fait « la politique », que ce soit en Jordanie, en Syrie ou au Liban. Ainsi, En Jordanie, la politique est liée à des notions telles que « tabou, politique étrangère, compétition entre l'Est et l'Ouest, une question de survie des intérêts »⁷². En Syrie, ceux qui ont pu répondre à la question, associent la politique à « l'oppression, la prison et les restrictions... »⁷³. Pour les jeunes du Liban, la politique est synonyme de : « conflit, guerre, confessionnalisme et problèmes »⁷⁴. On en déduit clairement que la nature des régimes politiques influe sur les perceptions des jeunes.

Les jeunes ont exprimé également un manque de confiance à l'égard des institutions politiques de leurs pays. Par exemple en Jordanie, le sondage du Centre des Etudes Stratégiques (2006) a montré que seulement 7% des répondants pensent que le parlement joue un rôle important dans la législation, 34% estiment que les parlementaires n'ont aucun impact sur la législation et les politiques publiques⁷⁵. Des perceptions similaires se manifestent chez les Marocains. Selon les résultats de l'enquête administrée auprès des étudiants, près de 70% pensent que le Parlement est une institution qui est peu (ou qui n'est pas du tout) importante ; et dans une proportion similaire, ils ont exprimé leur insatisfaction par rapport au rendement du gouvernement⁷⁶.

Il est à noter que l'image négative des institutions politiques nationales dans certains pays de la région MENA ne reflète pas pour autant une critique des institutions de la démocratie. Le baromètre de la démocratie dans le monde arabe montre que les citoyens souhaitent l'instauration de ce type de régime dans leurs pays⁷⁷. Ainsi, 86% des sondés pensent que la démocratie est la meilleure forme de gouvernement et 90% estiment que « la démocratie peut être un très bon système de gouvernance dans leurs pays »⁷⁸.

Le manque de confiance dans les institutions politiques se manifeste également chez les jeunes dans les pays de longue tradition démocratique. Selon l'étude d'Anne Muxel, Cécile Riou, Viviane Leahy, les institutions politiques souffrent d'un déficit de confiance, les jeunes ne font pas confiance aux hommes et institutions politiques. En effet, les partis politiques, le gouvernement et le parlement ne jouissent pas de la confiance des jeunes (58%, 54% et 52%)⁷⁹. Ces perceptions peuvent être considérées comme des indicateurs de la crise de représentation politique en France. L'identification partisane est très faible et les organisations traditionnelles de l'action politique ne sont pas très populaires ou attrayantes pour l'implication des jeunes.

Dans une autre étude, Muxel note que « la plupart des jeunes, sept sur dix, partage une même défiance à l'égard de l'ensemble de la classe politique, sans différences vraiment significatives entre les diplômés et les non diplômés, entre les actifs et les étudiants »⁸⁰. Elle conclut qu'il y a une crise de représentation politique dont les principaux signes sont la généralisation de la défiance et la montée de la protestation parmi les jeunes.

Pour conclure, on peut dire que l'intérêt des jeunes pour la politique varie d'un Etat à l'autre. La faible participation électorale est une tendance transversale et l'abstention un problème multidimensionnel. Les jeunes d'aujourd'hui ne désertent pas pour autant le champ politique, ils participent à des formes d'engagements autres que le vote. Dans la plupart des pays, la politique appelle des perceptions cyniques et négatives.

3. Participation politique des étudiants : cas des universités Mohammed V et Al-Akhawayn

Cette étude examine les modes conventionnels de la participation politique des jeunes en se basant sur les résultats d'une enquête menée auprès des étudiants de l'université Mohammed V et de l'université Al-Akhawayn. Elle vise à explorer les liens entre les positionnements sociaux et les positionnements politiques au sein de la jeunesse et à mettre au jour les traits communs et les divergences qui existent entre les jeunes selon les situations d'insertion sociale. Il est à souligner que les étudiants de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales (FSJES) appartiennent dans leur majorité à des classes moyennes ou pauvres alors que ceux d'Al-Akhawayn font plutôt partie de la classe aisée⁸¹.

3.1. Jeunes et intérêt pour la politique

Les jeunes Marocains sont-ils politisés ? Pour Bréchon, un individu politisé est « censé aimer la politique, en maîtriser les codes, c'est-à-dire avoir acquis un certain nombre de connaissances dans ce domaine, être capable de s'exprimer sur les événements politiques, d'évaluer les hommes et les programmes »⁸². Ainsi, le degré de politisation varie d'une personne à l'autre, en fonction de l'intérêt qu'elle accorde à la politique et de sa compétence en la matière⁸³. L'intérêt pour la politique peut se manifester à travers la participation à des discussions politiques ou l'exposition volontaire à des flux de communication politique.

3.1.1. Discussion politique

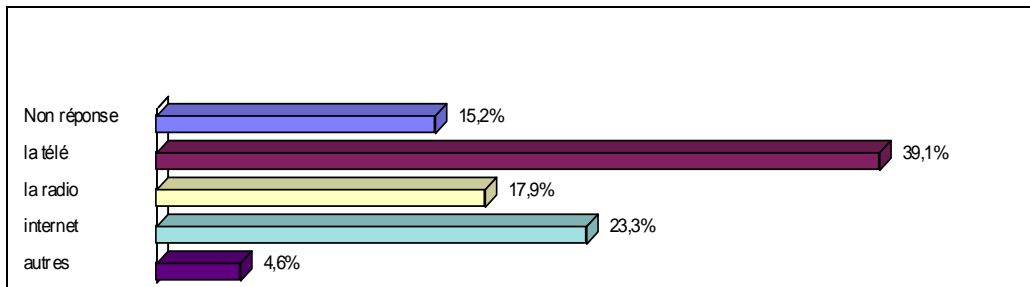
La politique en tant que sujet de discussion n'est pas absente des centres d'intérêt des jeunes ; 71% des étudiants en parlent. L'analyse séparée de cette variable nous renseigne que cette tendance se manifeste de façon similaire à la FSJES (70%) et à Al-Akawayn (72,6%). Ainsi, le niveau social ne semble pas déterminant quant à l'intérêt des jeunes pour les questions politiques. Les différences liées au genre n'apparaissent pas, aussi bien les jeunes femmes (50,6%) que les jeunes hommes (46,2%) discutent de la politique. Il semble que les questions de politique internationale (57,2%) les intéressent plus que les questions de politique nationale (46,2%).

Les études ont montré que l'intérêt des jeunes pour la chose politique commence à partir de l'âge de 18 ans, au moment où ils sont confrontés aux décisions administratives et aux problèmes liés à la vie quotidienne tels que le transport, la santé, le système d'éducation. Les jeunes au Maroc n'échappent pas à cette règle. Selon le sondage de l'Association 2007 Daba, parmi ceux qui déclarent s'intéresser beaucoup ou assez à la politique au Maroc (70%), les jeunes de la catégorie 18-29 ans occupent une place importante (plus que 60%)⁸⁴.

3.1.2. Suivi de l'information

Pendant les dernières années, le champ médiatique a connu une grande ouverture et les moyens d'information se sont considérablement développés. Les jeunes d'aujourd'hui sont dotés d'une diversité et d'une pluralité de sources d'informations qui leur permettent d'avoir une connaissance accrue de la chose politique. L'augmentation du taux d'alphabétisation a également contribué à l'amélioration du niveau d'information politique des jeunes. L'enquête montre que 72,5% des sondés suivent l'actualité politique nationale.

Graphique 1 : Les principales sources d'information



Les principales sources d'information sont la télévision (39,1%), suivi d'Internet (23,3%). La radio vient en troisième lieu avec 17,9%. Le taux important des étudiants qui recourent au net pour s'informer peut être expliqué par la facilité d'accès à l'outil informatique ainsi que leur niveau de scolarisation. D'autres enquêtes ont montré que l'usage d'Internet comme moyen d'information n'est pas très fréquent chez les Marocains. Seulement 0,5% des sondés de l'enquête sur le marketing politique déclarent utiliser ce moyen pour suivre l'actualité politique nationale⁸⁵.

La télévision est aussi bien un moyen d'information que de divertissement pour les jeunes. Les télés les plus regardées par les étudiants sont 2M (32,1%), suivi d'Al-Jazeera (24,2%) et d'Al-Oula (16%). Il paraît que les deux chaînes nationales constituent des sources d'information incontournables. Al-Jazeera attire l'attention des jeunes mais beaucoup plus celle des étudiants Mohammed V (26,6%) ; ils sont seulement 12,9% à la regarder à l'université Al-Akawayn.

Tableau 1. Les télés les plus regardées

TV	Chaînes	nb.cit.	Fréq.
	2M	160	32.10%
	Al-Jazeera	121	24.20%
	Al-Oula	80	16.00%
	Al-Arabiya	43	8.60%
	TV5	19	3.80%
	Euronews	13	2.60%
	TF1	10	2.00%
	Al-Manar	5	1.00%
	FR2	5	1.00%
	MBC	5	1.00%
	Autres	38	7.60%

*Nombre de valeurs différentes : 11
125 sondés n'ont pas fourni de réponse*

La presse constitue une autre source d'information importante puisque 75,9% des jeunes interrogés lisent les journaux. Une diversité de titres attire leur attention (*Assabah, le Matin, l'économiste, le monde*). Le journal le plus lu est le quotidien marocain *Almassae* (10,2%). La presse partisane est également consultée par les étudiants ; il s'agit principalement des titres suivants : *l'opinion* (7,9%), *Al-Ittihad al-Ichtiraki* (4,4%), *Al-Alam* (2,7%), *Attajdid* (1,10%) de lecteurs.

Les principaux titres lus par les étudiants de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales (FSJES) sont en langue arabe, il s'agit des journaux *Al Massae* (13,9%), *Assabah* (13,0%) et *Al Ahdad* (10,4%). Les titres de langue française comme *Telquel* et le *Journal Hebdomadaire* suivent dans une moindre mesure avec respectivement 3,7% et 2,8%⁸⁶. Par contre, les étudiants d'Al-Akawayn optent pour les titres de langue française tels que *l'Economiste* (17,4%), *l'Opinion* (11,0%), *le Matin* (14,2%), *Telquel* (10,3%). Des journaux comme *Al Massae* ne sont pas lus par beaucoup d'étudiants (1,9%). Pour ce qui est d'*Attajdid*, journal du PJD, il n'attire pas les sondés de cette université.

Tableau 2 : Les journaux les plus lus

Journal lu	nb.cit.	Fréq.
Almassae	63	10.20%
Assabah	61	9.90%
L'Economiste	57	9.20%
Le Matin	54	8.70%
L'Opinion	49	7.90%
Al-Ahdad	48	7.80%
Telquel	32	5.20%
Al-Ittihad al-Ichtiraki	27	4.40%
Le Monde	23	3.70%
Le Journal Hebdo	19	3.10%
La Vie Economique	18	2.90%
Al-Alam	17	2.70%
Al-Osboue	16	2.60%
Achark Al Awsat	15	2.40%
Assahifa	13	2.10%
Le Monde diplomatique	13	2.10%
Al-Ayam	11	1.80%
Nichan	10	1.60%
Attajdid	7	1.10%
Autres	52	10,24%
TOTAL CIT.	619	100.00%

Les jeunes d'aujourd'hui sont exposés à une diversité médiatique qui contribue à la constitution de leur rapport à la politique. L'univers politique est perçu à travers les informations telles qu'elles se présentent aux individus. Que les jeunes aient ou non la compétence nécessaire pour faire le tri et relativiser l'information reçue est une question qui reste à explorer.

3.2. La compétence politique des jeunes

La compétence politique des jeunes dépend du degré des connaissances acquises dans ce domaine et de leur capacité à émettre des jugements politiques.

3.2.1. Connaissances politiques des jeunes

L'enquête montre que les jeunes interrogés ont une certaine connaissance des organisations partisans. Sur la population sondée, seulement 24% des étudiants n'ont pas été en mesure de citer le nom d'un parti politique. Le parti marocain le plus connu est le PJD, il vient en tête avec 23,80%. Cette popularité est, certes, liée à la couverture médiatique dont il bénéficie depuis son entrée sur la scène politique institutionnalisée en 1996. Les activités de ce parti, issu de la mouvance islamiste, sont largement commentées par la presse marocaine et étrangère⁸⁷. Son action sociale et les campagnes de mobilisation qu'il a organisées pendant les différents rendez-vous électoraux ont également contribué à sa popularité.

Tableau 3 : Notoriété des partis politiques

Partis politiques		
Fréq.	nbr.cit	
PJD	192	23.80%
USFP	177	22.00%
Istiqlal	169	21.00%
PPS	61	7.60%
RNI	46	5.70%
MP	41	5.10%
Al-Ahd	14	1.70%
PML	13	1.60%
UC	13	1.60%
PS	10	1.20%
PT	10	1.20%
Autres	60	7.40%
TOTAL	806	100%

Nombre de valeurs différentes : 37
88 sondés n'ont pas fourni de réponse

Outre le PJD, des formations politiques comme l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP) et le parti de l'Istiqlal (PI) ont été citées respectivement par 22% et 21% des sondés. Le Parti du Progrès et du Socialisme (PPS) vient en quatrième position avec 7,60%. Hormis l'ancrage politique de ces partis, leur participation au gouvernement d'alternance a certes contribué à les faire connaître auprès d'une génération plus jeune. D'autres partis, malgré leur ancienneté et leur implantation, ne sont pas très populaires parmi les étudiants ; c'est le cas notamment du Rassemblement National des Indépendants (RNI) et du Mouvement Populaire (MP) qui viennent respectivement en cinquième (5,70%) et sixième positions (5,10%).

Les jeunes ont aussi une certaine connaissance des hommes politiques, mais elle est moins importante que celle des partis puisque 46% des sondés n'ont pas pu citer le nom d'une seule personnalité politique marocaine. Les hommes politiques connus des étudiants sont principalement les membres du Gouvernement et les leaders de certains partis politiques. Ainsi, Driss Jettou, Premier Ministre du Gouvernement de 2002 vient en première position avec 9,4%. Les membres « les plus médiatisés » de son équipe ont été cités. C'est le cas notamment du jeune Ministre de l'Équipement et du Transport Karim Ghallab (3,6%), le Ministre de la Communication et Porte-Parole du Gouvernement Nabil Benabdallah (3%), le Ministre délégué chargé du Logement et de l'Urbanisme, Ahmed Taoufiq Hjira (2.8%).

Les chefs des partis politiques les plus connus sont : Mahjoubi Aherdan, leader historique du Mouvement Populaire (7,6%), Mohamed El Yazghi, Secrétaire Général de l'USFP (7.6%), Abbas El Fassi, leader du parti de l'Istiqlal (7.3%), Abderrahman Youssoufi 6,2%, ancien leader du parti socialiste et chef du Gouvernement d'alternance et, enfin, Saadeddine Othmani, Secrétaire Général du PJD (5.3%)⁸⁸.

Des personnalités historiques telles que El Mehdi Ben Barka (1,6%) et des militants des droits humains comme Driss Benzekri (1,6%) ont été cités par certains étudiants. Encore une fois, les médias et, plus particulièrement, la presse écrite ont joué un rôle important dans la vulgarisation de ces noms. Pendant les dernières années, différents journaux et magazines ont préparé des dossiers sur l'affaire Benberka. Aussi, la couverture médiatique des activités de l'Instance Équité et Réconciliation a certainement introduit le nom de son président (Benzekri) auprès des jeunes⁸⁹.

Tableau 4 : Personnalités politiques connues

Hommes politiques	Nbr. Cit	Fréq.
Driss JETTOU	53	9.40%
Mahjoubi AHERDAN	43	7.60%
Mohamed EL YAZGHI	43	7.60%
Abbas EL FASSI	41	7.30%
Abderrahman YOUSOUFI	35	6.20%
Saadeddine OTHMANI	30	5.30%
Karim GHALLAB	20	3.60%
Nabil BENABDALLAH	17	3.00%
Mohamed Taoufiq HJIRA	16	2.80%
Fathalah OUALAÂLOU	13	2.30%
Mohammed ELGAHS	12	2.10%
Ahmed OSMAN	12	2.10%
Ismâil ALAOUI	11	2.00%
Mhaned LÂANSER	11	2.00%
Mostapha ELMANSOURI	10	1.80%
El Mehdi BENBERKA	10	1.80%
Allal EL FASSI	8	1.40%
Yasmina BADDOU	8	1.40%
Driss BASRI	7	1.20%
Driss BENZEKRI	7	1.20%
Tayeb FASSI FIHRI	7	1.20%
Abdelkrim BENÂTIK	6	1.10%
Mohamed BOUZOUBAÂ	6	1.10%
Driss LACHGAR	6	1.10%
Abdelwahed RADI	6	1.10%
Autres	114	20.20%
TOTAL	563	100%

L'enquête montre que les parlementaires sont les moins connus. Seulement Abdelwahed Radi, président de la Chambre des Représentants (1,10%) et Driss Lachgar, président du Groupe parlementaire des socialistes (1,10%) ont été cités. Il est clair que les jeunes ne connaissent pas les noms de leurs représentants au Parlement. Pour ce qui est des femmes exerçant dans la sphère politique, seule Yasmina Baddou, Secrétaire d'Etat chargée de la Famille, de la Solidarité et de l'Action Sociale a été mentionnée (1,4%).

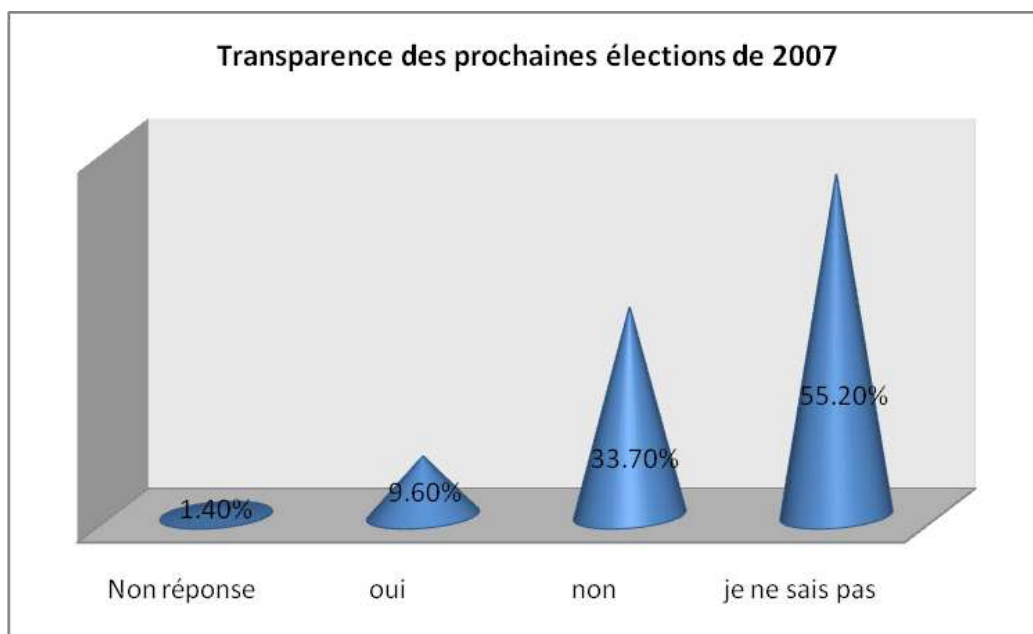
Les étudiants ont peu de connaissances mémorisées sur les hommes politiques, mais on ne doit pas en conclure une faible compétence politique. L'enquête montre qu'une majorité d'étudiants s'estime tout à fait compétente pour émettre des jugements politiques, évaluer les institutions et exprimer leurs opinions.

3.2.2. Perception de l'univers politique

Le développement des médias et le niveau d'éducation des jeunes ont certainement contribué à l'amélioration de la compétence politique des jeunes. Les sondés ont montré une aptitude à juger et critiquer les institutions. Leur perception de l'univers politique est plutôt négative et critique. Ainsi, les élections de 2007 sont perçues comme transparentes seulement par 9,6% des enquêtés, 33,7% pensent qu'elles ne le seront pas et 55,2% ne savent pas⁹⁰.

Les premiers expliquent leurs réponses par le fait qu'il existe un climat favorable à la participation, et ce depuis 2002. Ils pensent que la volonté politique du régime peut constituer un gage pour le bon déroulement des élections. Ils évoquent le caractère transparent de la campagne publicitaire ainsi que la participation des contrôleurs nationaux et internationaux à la supervision du vote.

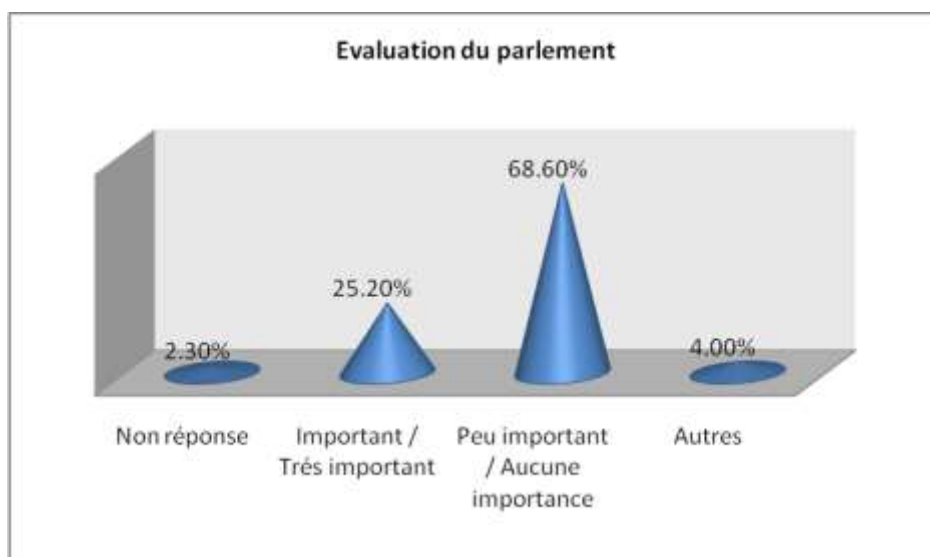
Graphique 2 : La transparence des élections de 2007



Les seconds sont moins optimistes. Ils ne croient pas en la transparence des élections. La majorité d'entre eux pense que les élections de 2007 connaîtront la corruption, l'achat des voix et que les résultats seront falsifiés. Certains d'entre eux estiment que « rien ne va changer » car les pratiques susmentionnées sont enracinées dans les esprits. Le processus électoral est largement discrédité à leurs yeux.

Par ailleurs, la confiance dans les institutions telles que le Parlement n'est pas très forte. Seulement 25,20% des jeunes perçoivent cette institution comme importante ou très importante. La majorité (68.60%) n'accorde que peu (ou aucune) importance au Parlement.

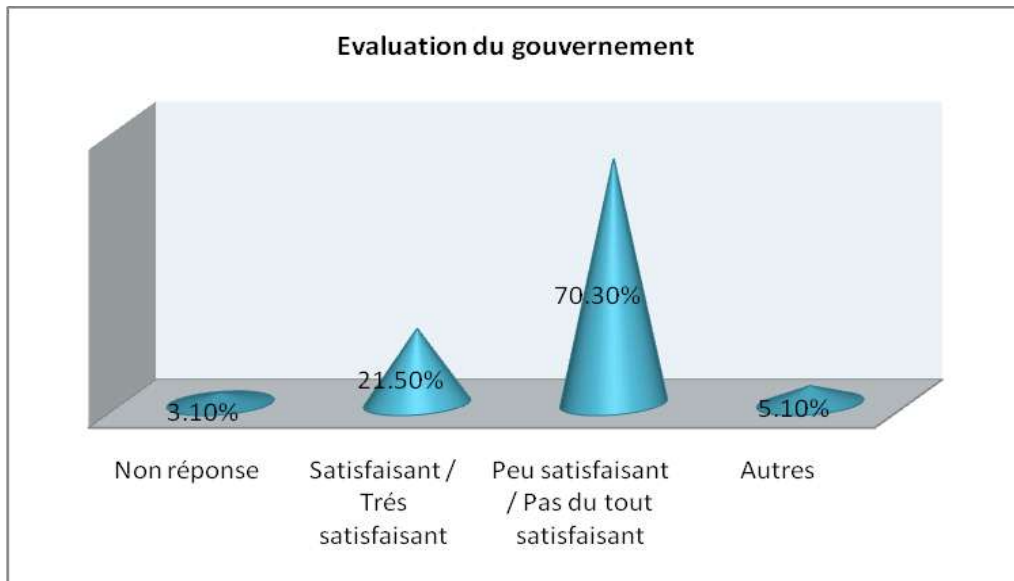
Graphique 3 : La perception du rôle du Parlement



La perception négative de l'institution de représentation est étroitement liée à la mauvaise presse qui entoure son action. Elle est assez souvent présentée comme une institution affaiblie et dépendante du Roi. Les parlementaires sont largement critiqués par la presse qui n'hésite pas à publier les photos de ces derniers endormis dans l'hémicycle. L'image ternie du Parlement risque de s'enraciner davantage en l'absence d'une politique de communication qui met en valeur l'apport de cette institution.

Le Gouvernement n'échappe pas à la critique des jeunes. Ils sont 70,3% à estimer que le rendement du Gouvernement Jettou était peu ou pas du tout satisfaisant. Le fait que les jeunes ne sentent pas un changement dans leur vécu quotidien a, certes, nourri ces perceptions négatives.

Graphique 4 : Perception du rendement du Gouvernement



Aussi, les réalisations de l'exécutif ont manqué de visibilité, et ce pour différentes raisons : la faible médiatisation du travail gouvernemental ; la présence du Roi, ce qui donne l'image d'une monarchie forte et met en cause la capacité des autres acteurs à développer le pays et aller de l'avant, enfin; le caractère technique de certains dossiers fait que les citoyens ne saisissent pas forcément l'ampleur et l'intérêt des réformes.

3.3. La participation électorale des jeunes

Une panoplie d'actions nous renseigne sur la participation électorale des jeunes. Nous retenons dans cette étude l'inscription sur les listes électorales et le vote.

3.3.1. L'inscription sur les listes électorales

L'inscription sur les listes électorales est un préalable pour exercer le droit de vote. Lors des élections législatives de 2007, une campagne de sensibilisation a été initiée par le Ministère de l'Intérieur afin d'inciter les Marocains, plus particulièrement les jeunes, à s'inscrire sur les listes électorales. L'inscription est considérée comme une mesure favorisant la participation électorale. Le Code électoral n'oblige pas les citoyens à s'inscrire, c'est un acte volontaire de toute personne atteignant l'âge de vote (18 ans). Avec la croissance démographique naturelle, l'abaissement de la majorité électorale de 20 à 18 ans en 2002, et plus récemment avec la possibilité accordée aux Marocains résidant à l'étranger de s'inscrire sur les listes (2007), le corps électoral devait s'accroître considérablement. Malgré ces mesures, la non-inscription persiste. En 2002, les inscrits étaient de l'ordre de 13.884.467 et ne sont passés qu'à 15.546.789 en 2007.

Selon certaines études, la non-inscription est plus forte parmi les chômeurs, les étudiants et les actifs à temps partiel. Les facteurs d'exclusion sont avancés comme favorisant l'éloignement des devoirs civiques et donc de l'inscription. L'enquête montre que les non-inscrits se trouvent davantage dans les rangs des étudiants de couches sociales moyennes et aisées (76,8%) qu'au sein des couches plus modestes (49,6%). L'insertion sociale n'explique pas ce phénomène, d'autres variables peuvent être avancées :

- A. La mobilité géographique liée aux études. En effet, la plupart des sondés viennent d'autres villes pour poursuivre leurs études à Ifrane ou à Rabat⁹¹. Il se peut donc que certains d'entre eux n'avaient pas la possibilité de s'inscrire ;
- B. La non maîtrise des procédures électorales du fait de leur jeune âge et faible connaissance politique. Il est probable que certains étudiants ignorent que l'inscription sur les listes est un préalable à l'exercice du droit de vote. A cet égard, les pourcentages des non-inscrits qui déclarent avoir l'intention de voter (12,9%), ou qui sont indécis quant à leur participation aux élections (35,3%) sont très significatifs.

Tableau 5 : Inscription sur les listes et intention de vote

Intention de vote	Pas de réponse	Oui	Non	Ne sais pas	TOTAL
Inscription					
Oui	1,30%	52,30%	13,40%	32,90%	100%
Non	2,00%	12,90%	49,80%	35,30%	100%
Pas de réponse	0,00%	33,30%	66,70%	0,00%	100%
TOTAL	1,70%	29,70%	34,60%	34,00%	100%

- C. Le manque d'information par rapport aux délais prévus pour l'inscription. Le Ministère de l'Intérieur avait consacré la période du 5 avril au 4 mai 2007 à l'inscription sur les listes électorales. Cette période a été prolongée jusqu'au 14 mai afin de permettre à plus de Marocains de s'inscrire. Malgré le fait que l'enquête fût administrée après l'expiration de la période prévue pour l'inscription, certains étudiants exprimaient toujours leur volonté de participer aux élections.

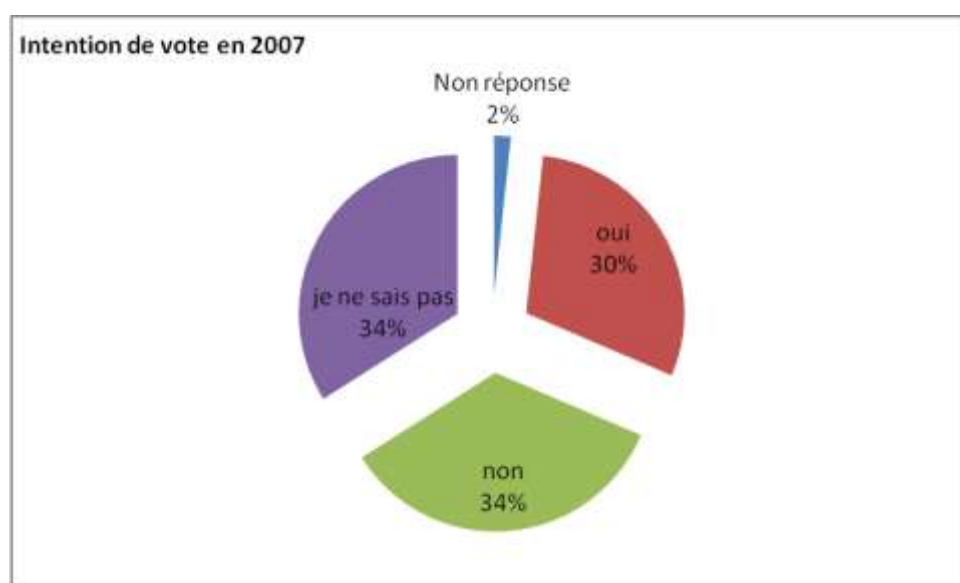
3.3.2. Le vote

L'acte de voter revêt une importance particulière dans les démocraties représentatives car il permet aux citoyens de participer indirectement à la prise de décision politique. Pour ceux qui sont critiques de cette forme de démocratie, le vote donne seulement l'impression au peuple de participer au pouvoir ; il s'agit, pour eux, d'une illusion. Malgré les limites qui peuvent caractériser l'acte du voter, c'est un moyen de régulation des conflits dans la société en cela qu'il contribue à la légitimation de l'exercice du pouvoir.

Le droit de vote a été reconnu aux Marocains, femmes et hommes à titre égal, par la Constitution de 1962. Depuis, ils sont nombreux à l'exercer que ce soit à l'occasion des élections communales ou législatives⁹². Pendant les dernières élections, le taux de participation aux consultations nationales est en baisse ; il est passé de 62,75% lors des législatives de 1993 à 58,30% en 1997 et à 51,61% en 2002. La montée de l'abstention est un phénomène qui a suscité l'intérêt des pouvoirs publics car plusieurs sondages ont été administrés à la veille des législatives de 2007 pour s'interroger sur l'intention de vote des citoyens et plus particulièrement des plus jeunes. Le sondage, publié par l'Association 2007 Daba, a estimé à 69% la proportion des Marocains qui « étaient tout à fait sûr de voter ». Les jeunes de 18-24 ans étaient représentés à 74% et ceux de 25-29 ans à 54%.

L'enquête auprès des étudiants ne confirme pas ces tendances, seulement 30% des répondants disent avoir l'intention de voter, 34% se sont déclarés abstentionnistes et les indécis se sont présentés dans une proportion similaire.

Graphique 5 : L'intention de vote en 2007



Parmi ceux qui ont l'intention de voter, il n'y a pas un grand écart entre les femmes (53,3%) et les hommes (46,7%). Par ailleurs, des taux similaires sont enregistrés parmi les abstentionnistes femmes (48,4%) et hommes (46,7%). Les différences liées au genre apparaissent plutôt parmi ceux qui ne savent pas encore s'ils participeront ou non aux élections. Il semblerait que le pourcentage le plus important des indécis est enregistré auprès des femmes, soit 61.7%.

Certains écarts sont également enregistrés entre les étudiants des deux universités. Le taux des « participationnistes » est plus important à l'université Mohammed V (34,5%) qu'à l'université Al-Akhawayn où ce taux est de seulement 16,8% à vouloir voter à. Par ricochet, les abstentionnistes sont plus nombreux à l'université d'Ifrane (42.1%) en comparaison avec celle de Rabat (34,5%). Les taux des indécis dans les deux universités se rapprochent relativement (37,9% à Mohammed V contre 32,6% à Al-Akhawayn). En tout cas, les indécis et les abstentionnistes se trouvent plus dans les rangs des étudiants appartenant à des catégories sociales favorisées.

La faible volonté de participation ne veut pas dire que les étudiants n'ont pas un attachement formel au droit de vote. Ainsi, 56,4% des enquêtés pensent que leur voix compte. Les principales raisons avancées par les sondés peuvent être libellées comme suit : « influencer les résultats des élections », « le devoir civique », « soutenir un candidat ou un parti ». Pour certains d'entre eux, « l'abstention est un comportement négatif », il « faut participer malgré la corruption ». Il s'agit d'attitudes citoyennes et positives qui montrent l'intérêt accordé à l'exercice du droit de vote. Le niveau social et le genre ne sont pas déterminants dans la perception de la valeur de la voix.

36,5% pensent que leur voix ne compte pas principalement parce qu'ils ne croient pas à la transparence des élections. Pour la majorité d'entre eux, le processus électoral est largement discrédité à cause de la corruption et autres manipulations qui ont marqué l'histoire des élections au Maroc. Ils pensent que leurs voix « n'a aucun impact » et qu'il « ne va pas y avoir de changement ». D'autres ont évoqué « la faiblesse de l'institution de représentation » et le fait que « les voix des jeunes ne sont pas prises en compte ».

Tableau 6 : Intention de vote et valeur de la voix

La voix compte Intention de vote	Pas de réponse	Oui	Non	TOTAL
Non-réponses	16.70%	66.70%	16.70%	100.00%
Oui	4.80%	79.00%	16.20%	100.00%
Non	4.10%	40.2%	55.70%	100.00%
Je ne sais pas	11.70%	52.50%	35.80%	100.00%
TOTAL	7.10%	56.4%	36.50%	100.00%

L'enquête montre qu'il y a une relation entre l'intention de vote et la perception de la valeur de la voix. Ainsi, 79% de ceux qui ont l'intention de voter pensent que leur voix compte. Parmi ceux qui n'ont pas l'intention de voter (55,7%) ne pensent pas que leur voix compte. Le taux de ceux qui pensent que leur voix compte (40,2%) tout en n'ayant pas l'intention de voter est représentatif des sceptiques envers le processus électoral et les institutions. Parmi les indécis, 52,5% pensent que leur voix compte et que, dans une suite logique, leur participation dépendra de la transparence de l'opération électorale.

3.4. Le comportement électoral et les attitudes politiques des jeunes

Qui vote ? Pour qui ? Pourquoi ? Ces questions ont été soulevées par les premiers chercheurs de l'analyse électorale⁹³. Différents modèles ont été développés pour expliquer le comportement électoral. Certains d'entre eux insistent sur la stabilité de ces comportements et la relie aux caractéristiques des groupes ou des individus. C'est le cas notamment du modèle écologique à dominante géographique et historique et des modèles psycho-sociologiques. D'autres modèles expliquent la mobilité électorale par les motivations et les raisonnements des individus, c'est-à-dire par la subjectivité des acteurs. Il s'agit des modèles de l'électeur rationnel (les théories du choix rationnel, du vote sur enjeux, de l'électeur stratège...) ⁹⁴. Quel est le modèle à même d'expliquer le comportement électoral des jeunes Marocains ?

3.4. 1. Pour qui voter ? Préférences partisans des jeunes

Les élections constituent le moment où les électeurs sont appelés à exprimer leurs préférences partisans. Les données recueillies nous renseignent que 31,8% des étudiants ont l'intention de voter pour le PJD. Ce pourcentage est entièrement enregistré à l'université Mohammed V. Il est à souligner que ce campus universitaire est largement dominé par l'association Al-adl wa-al-Ihsane dont les activités contribuent à la vulgarisation des valeurs religieuses.

Tableau 7 : Parti choisi en cas de vote

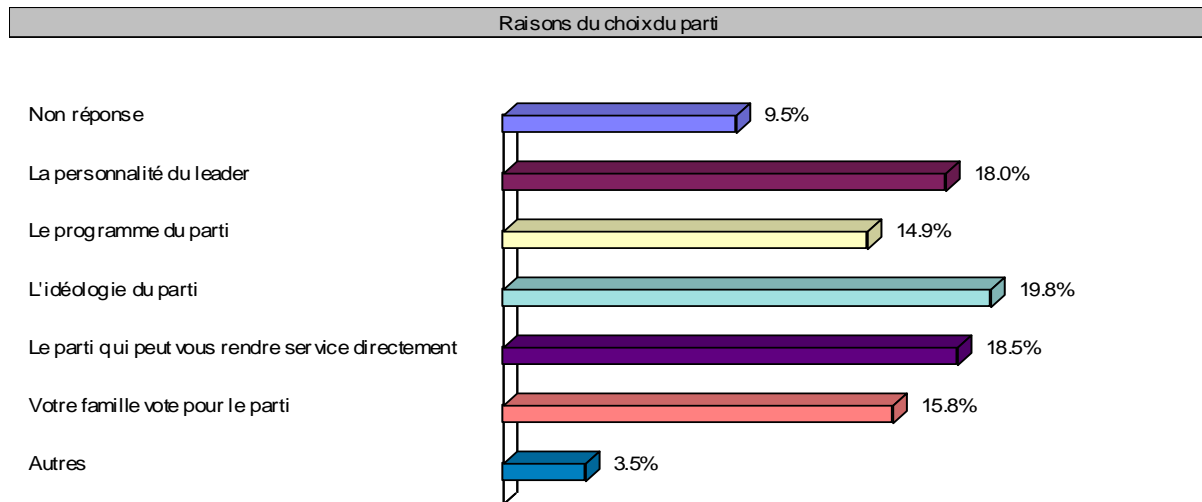
Parti choisi en cas de vote		nbr.Cit	
Fréq.	Fréq.		
PJD		21	31.80%
USFP		12	18.20%
ISTIQLAL		11	16.70%
INDECIS		8	12.10%
PPS		4	6.10%
PT		2	3.00%
MP		1	1.50%
PAGDS		1	1.50%
PML		1	1.50%
PND		1	1.50%
PRE		1	1.50%
PSU		1	1.50%
RNI		1	1.50%
VOTE BLANC		1	1.50%
TOTAL		66	100%

*Nombre de valeurs différentes : 15
288 enquêtés n'ont pas fourni de réponse*

Le parti socialiste USFP suit dans une moindre mesure avec 18.2% et le parti nationaliste de l'Istiqlal vient en troisième position avec 16,7%. Le taux des indécis (12,1%) montre que certains étudiants n'ont pas encore fait un choix électoral ou n'ont pas une orientation politique précise. Le manque d'information politique et le brouillage des repères politiques peuvent expliquer l'indécision des enquêtés et leur incapacité de formuler un choix à quelques semaines du rendez-vous électoral. Dans plusieurs pays, et suivant une règle universelle, les jeunes font partie des catégories les moins conservatrices de la société. L'indice des préférences partisans montre que ce n'est pas le cas des jeunes étudiants. Près de la moitié de ceux qui ont l'intention de voter ont opté pour des partis politiques conservateurs (PJD et PI). Cette donnée n'est pas vraie pour tous les jeunes. Il s'agit de réponses d'une minorité de sondés. De fait, 288 étudiants n'ont pas exprimé leurs préférences partisans, désintéressés qu'ils sont par le vote. Il est, par conséquent, difficile de se prononcer sur les orientations politiques des jeunes.

Néanmoins, il paraît que le référentiel idéologique est un critère important dans le choix du parti. Des enquêtes récentes ont montré que le programme et le référentiel des partis deviennent de plus en plus déterminants dans les votes des Marocains instruits⁹⁵. Cette tendance se manifeste également chez les étudiants avec 19.8% qui choisissent un parti sur la base de son idéologie contre 14,9% sur la base de son programme.

Graphique 6 : Raisons du choix du parti



D'autres critères semblent orienter les choix électoraux des jeunes, notamment la capacité du parti à rendre service à l'électeur (18,5%). Le Marocain représente-t-il l'électeur rationnel ? Selon la théorie du choix rationnel, développée aux Etats-Unis et largement dominante malgré les critiques qu'elle suscite, l'électeur fait un calcul d'utilité et vote pour le parti qui peut lui procurer le plus de bénéfices possibles. Cette thèse suppose que l'électeur a une rationalité absolue, qu'il est bien informé, qu'il a des préférences claires et qu'il a une compétence politique lui permettant de comprendre les enjeux politiques et de choisir entre différentes alternatives. La complexité de ces présupposés a conduit les théoriciens du choix rationnel à introduire l'hypothèse de la rationalité limitée selon laquelle le vote peut reposer sur une sorte « d'ignorance rationnelle », c'est-à-dire que l'électeur peut faire son choix sur la base d'une information partielle et lacunaire.

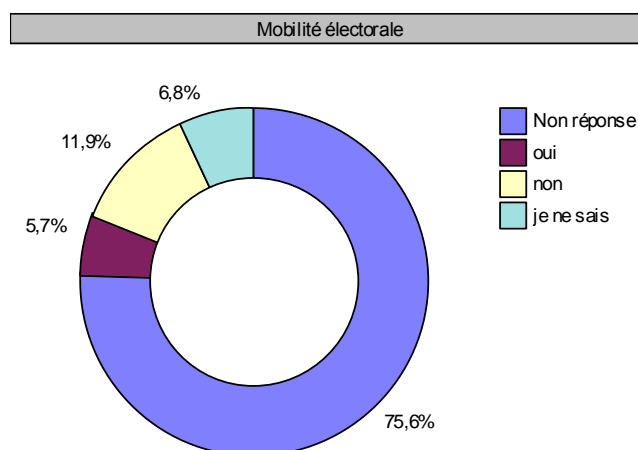
La rationalité limitée semble plus adaptée pour l'explication du comportement électoral du Marocain. En effet, les électeurs ont tendance à demander des services à caractère personnel plutôt que pour la communauté. Ils n'ont pas encore atteint un degré de maturité leur permettant de comprendre les programmes et leurs implications. Par ailleurs, 15,8% des étudiants interrogés votent selon les choix électoraux de leur famille. Ce pourcentage montre la persistance de l'influence de cette structure sur les choix des jeunes. Ceci nous amène à relativiser l'importance du critère de « l'électeur éclairé » et l'impact de la socialisation scolaire et médiatique sur le comportement électoral des sondés.

3.4.2. La mobilité électorale

La mobilité électorale est l'expression la plus neutre pour traduire les changements dans les comportements électoraux⁹⁶. Cette notion est née du questionnement des chercheurs sur l'instabilité des comportements électoraux, d'abord aux Etats-Unis puis en Grande-Bretagne et en France. Les analystes ont distingué plusieurs formes de mobilité, nous retenons les types développés par le modèle de Michigan : 1) la mobilité biographique, 2) celle par faible politisation et enfin, 3) la mobilité comme déviance provisoire. La première explique la volatilité par un changement qui survient dans la vie des individus. Par exemple, une promotion professionnelle peut conduire l'individu à voter à droite, alors qu'un licenciement peut engendrer une frustration qui favorisera un vote radical. Ainsi, le changement de vote est étroitement lié aux expériences individuelles de chaque électeur. Le deuxième type met en exergue le lien entre mobilité et degré de politisation des individus pour dire que les électeurs à faible identification partisane votent selon la conjoncture. Enfin, la mobilité comme déviance provisoire traduit le mécontentement temporaire de l'électeur, qui l'amène à quitter son camp.

Les données montrent que parmi ceux qui avaient déjà voté (18.7%)⁹⁷, 11.9% des sondés déclarent ne pas voter pour le même parti, 6.8% confirme leur vote et 5.7% étaient toujours indécis.

Graphique 7 : La mobilité électorale



La mobilité électorale est due dans une grande mesure, au désenchantement de l'électeur envers le candidat ou le parti pour lequel il avait déjà voté. Les principales raisons avancées par les « électeurs mobiles » sont le « discrédit du candidat ou du parti », « les promesses non tenues », ou encore « le discrédit des pratiques électorales ». Certains veulent changer pour essayer un nouveau parti. Qu'il s'agisse d'une mobilité à moyen ou à long terme, les enquêtes à venir doivent prendre cette question en considération.

Pour ce qui est de la stabilité électorale, elle est justifiée par « la conviction et la fidélité au parti », « les réalisations importantes du parti », ou « les promesses tenues ». Ainsi, nous pouvons dire que, chez la plupart des étudiants, la mobilité électorale est motivée par l'insatisfaction quant à la performance du candidat ou du parti.

3.4.3. Comment expliquer l'abstention ?

Depuis la fin des années 1980, la montée de l'abstention est un phénomène qui touche les démocraties occidentales. Pour les analystes, ce phénomène est étroitement lié à la montée de la non-inscription. Pour le saisir dans son ensemble, plusieurs facteurs ont été avancés : les facteurs sociaux structurels, les facteurs politiques conjoncturels et les facteurs socioculturels lourds. Le premier type de facteurs met en valeur le profil sociologique des abstentionnistes pour expliquer leur comportement. Par exemple, l'âge et les catégories socioprofessionnelles sont considérés comme des facteurs qui pèsent. Les plus jeunes (20-29 ans) s'abstiennent plus que les plus âgés. De même, les ouvriers ou les chômeurs et les employés précaires participent moins que les cadres et les professions supérieures.

Les facteurs politiques conjoncturels, quant à eux, avancent un certain nombre d'éléments comme « la structure de l'offre » et « l'intensité politique » pour expliquer la décision de l'abstention. Le premier élément est lié à la question de représentation des citoyens. Lorsque ces derniers ne se sentent pas représentés, ils se réfugient dans l'abstention. Le deuxième élément distingue les élections fortement mobilisatrices des élections à basse intensité. Les premières peuvent amener les citoyens à participer s'ils sentent la possibilité d'un grand changement. En revanche, s'ils pensent que les choses sont jouées d'avance, ils s'abstiennent.

Enfin, les facteurs socioculturels lourds expliquent l'abstention par : (1) le déclin de la norme civique, le vote étant considéré plus comme un droit que comme un devoir ; (2) la dégradation de l'image de la politique et la désillusion à l'égard des institutions et des élites politiques ; enfin ; (3) le brouillage des repères politiques : les écarts entre droite et gauche s'estompent dans un contexte où la politique devient plus gestionnaire et technique.

Tableau 8 : La participation électorale depuis 1963

Législatives	Les inscrits	Les votants	Bulletins nuls	Taux de participation	Taux d'abstention
1963	4.803.654	3.448.539	03,59%	71,79%	28,21%
1977	6.519.301	5.369.431	06,00%	82,36%	17,64%
1984	7414846	4999646	11,10%	67,43%	32,57%
1993	11398987	7153211	13,01%	62,75%	37,25%
1997	12790631	7456996	14,50%	58,30%	41,70%
2002	13884467	7165206	15,00%	51,61%	48,39%
2007	15546789	5700000	19,00%	37,50%	62,50%

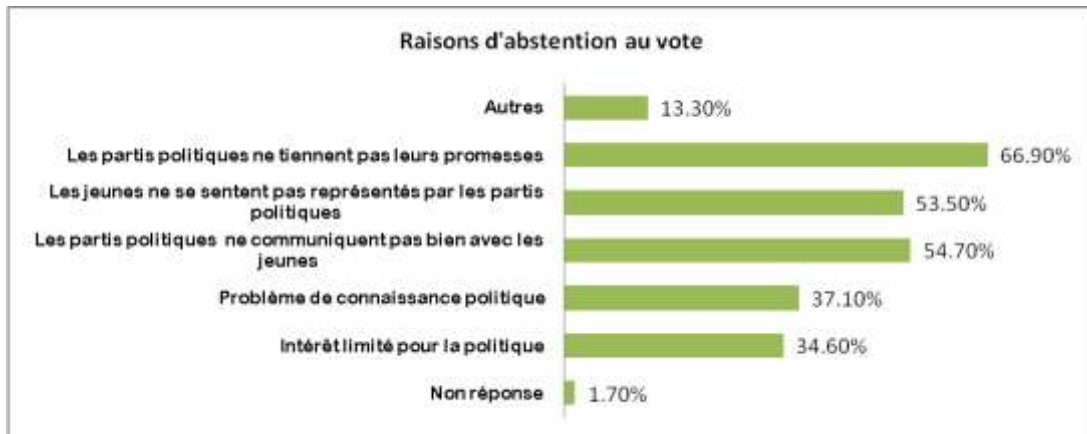
Tableau réalisé par l'auteur sur la base des résultats officiels du Ministère de l'Intérieur

Au Maroc, les taux d'abstention enregistrés pendant les dernières législatives montrent, qu'au-delà de la conjoncture de chaque élection, une tendance à la hausse se constate. En 1993, seuls 37,5% des électeurs n'ont pas voté, contre 62,5% en 2007. Ces chiffres interpellent à plusieurs égards. Leur analyse doit prendre en considération un certain nombre de facteurs. Tout d'abord, l'exactitude des taux de participation. Pendant une longue période de l'histoire électorale du Maroc, les résultats des élections ont été largement manipulés par le Ministère de l'Intérieur. Ensuite, l'achat des voix et la corruption constituent des limites majeures à la compréhension de l'étendue de la participation. Enfin, les taux d'abstention se rapportent aux seuls inscrits et non pas au corps électoral potentiel.

Comment expliquer le comportement abstentionniste des Marocains pendant les dernières législatives ? Est-ce la manifestation d'une dépolitisation ? S'agit-il d'une crise des registres de mobilisation où bien d'un manque d'informations et de repères politiques ? L'abstention est-elle une expression du mécontentement des citoyens vis-à-vis de l'offre politique ? Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer ce phénomène : l'opportunité de la date du scrutin⁹⁸, le brouillage des repères politiques à cause du nombre important des partis et de la ressemblance de leurs programmes, la faible intensité politique (résultat de l'absence d'un modèle alternatif susceptible de convaincre de sa capacité à apporter le changement), la crise de l'image des institutions politiques et la désillusion quant aux élites politiques.

Les jeunes expliquent l'abstention principalement par le fait que les partis politiques ne tiennent pas leurs promesses (66,9%). La deuxième raison avancée est liée à la communication des partis politiques : 54,7% pensent que ces derniers ne communiquent pas bien avec les jeunes. La troisième raison avancée par 53,5% des sondés est le sentiment des jeunes qu'ils ne sont pas représentés par les partis politiques. Il est clair que la décision d'abstention des jeunes découle principalement de leur désenchantement quant à l'offre politique.

Graphique 8 : Les raisons de l'abstention



En outre, 37,1% des sondés pensent que le faible niveau de connaissances politiques des jeunes les amène à se réfugier dans l'abstention. L'intérêt limité pour la politique a également été évoqué comme une explication potentielle de la non participation des jeunes.

3.4.4. Les bulletins nuls

Les résultats des élections législatives depuis 1963 montrent que les taux des bulletins nuls augmentent alors que ceux du vote baissent⁹⁹. Les bulletins peuvent être annulés pour des raisons très variées (bulletin mal rempli, tâché, etc). Il n'est pas aisé de savoir si l'électeur a commis une faute matérielle par manque d'expérience ou bien si son acte traduit une volonté délibérée de ne pas choisir entre les listes et les candidats. A cet égard, nous ne disposons pas d'études sur le profil sociologique de cette catégorie de votants, pouvant nous renseigner sur des paramètres aussi importants que le niveau d'instruction, l'âge, le genre, le milieu d'appartenance (rural ou urbain) etc.

En l'absence d'une étude détaillée des bulletins nuls, on ne peut que formuler des hypothèses :

- Les bulletins nuls expriment une forme de rejet de l'offre électorale, voire un désenchantement politique ;
- Les bulletins nuls sont le résultat d'erreurs que les électeurs commettent du fait qu'ils ne maîtrisent pas le nouveau mode de scrutin qui est plus compliqué que l'ancien.

Dans une conjoncture qui se caractérise par une forte abstention, la perception critique des institutions politiques, l'augmentation du nombre des bulletins nuls et des votes blancs vont beaucoup plus dans le sens de la première hypothèse.

Conclusion

La présente enquête avait pour objectif d'analyser la participation politique des jeunes dans le milieu étudiant, un milieu où se trouvent représentés différents mouvements (islamiste, amazigh, et militants des droits humains). Ceci dit, la présente étude montre les limites de l'université en tant qu'institution de socialisation politique. Elle n'a pu apporter que des réponses partielles à certains questionnements. De plus amples investigations s'imposent.

Politisation des jeunes

L'enquête montre que les jeunes manifestent un intérêt pour les questions politiques en suivant l'actualité à travers les médias audiovisuels et écrits. S'ils ont une connaissance limitée des hommes et des institutions politiques, ils font preuve, en revanche, d'un bon sens commun de la politique, ce qui leur permet d'émettre des jugements et des opinions en la matière. Le genre et le niveau social ne semblent pas déterminants dans la politisation des jeunes d'aujourd'hui. Ceci dit, nous ne disposons pas de données statistiques permettant de nous prononcer avec exactitude sur le degré de politisation des jeunes et de savoir si ce niveau est stable. Nous ne pouvons non plus nous prononcer sur les différences de niveau de politisation des jeunes d'aujourd'hui et celui de leurs aînés.

Participation électorale des jeunes

Malgré l'attachement formel de la majorité des étudiants au vote, ils ne sont pas nombreux à l'exercer. La faible participation est largement liée à la montée de la non-inscription et de l'indécision électorale. En outre, les étudiants, surtout ceux de couches sociales favorisées, manifestent peu d'intérêt pour le vote comme forme de participation politique. Les taux de participation électorale les plus élevés sont enregistrés auprès des étudiants issus des classes modestes.

Comportements et attitudes politiques des jeunes

Les abstentionnistes représentent un tiers de la population sondée. Ce comportement ne nous renseigne pas sur le degré d'engagement ou de désengagement politique des jeunes. Il exprime plutôt le désenchantement et l'insatisfaction vis-à-vis de l'offre politique. La crise de l'image du politique et la désillusion avec les élites sont autant de facteurs qui ne favorisent pas la participation des jeunes. L'intérêt limité à la politique et le faible niveau de connaissances dans ce domaine n'expliquent que partiellement ce comportement. Pour comprendre les formes d'engagement et de participation dans leur totalité, l'analyse doit prendre en compte la réalité des comportements politiques des jeunes.

Recommandations

Au Maroc, les jeunes participent dans un contexte politique différent de celui des générations précédentes. Ils comptent 38% de la population totale et représentent aussi bien un atout qu'un défi pour le développement du pays. Le rapport des jeunes à la politique est très complexe. Pour cerner cette problématique dans ses différentes dimensions, il faut d'abord connaître les jeunes et détecter les mécanismes qui sous-tendent leurs attitudes. La jeunesse ne constitue pas un corps homogène puisqu'il existe plusieurs jeunessees et chaque catégorie opte pour une forme de l'action politique. Ainsi, on remarque que les jeunes du milieu rural participent principalement à travers les associations. D'autres catégories choisissent le religieux comme forme d'expression politique. Quant aux jeunes exclus socialement (pauvreté, analphabétisme), ils optent parfois pour la violence pour s'exprimer. Enfin, certains jeunes s'expriment à travers la musique ou l'art.

Ensuite, il faut tenir compte de l'évolution du rapport des jeunes à la politique. Le recours fréquent à certaines pratiques ou formes non conventionnelles de la participation (manifestation, grève, signature de pétitions, occupation de l'espace public) nécessite une attention particulière. Si les jeunes prennent du retrait vis-à-vis des élections, ils ne désertent pas pour autant le champ de l'action politique. D'où l'importance d'explorer la diversité des formes d'expression d'intérêt pour la politique mais aussi de désintérêt, d'engagement et de désengagement.

A cet égard, des recommandations peuvent être formulées dans deux sens : sur le plan de la recherche et des politiques publiques¹⁰⁰.

Sur le plan de la recherche, il faudrait :

- conduire une enquête nationale sur les formes d'action politique et sur les valeurs des jeunes, en utilisant des questions plus précises, des critères et indicateurs mieux définis et un échantillon représentatif des différentes jeunessees ;
- entreprendre des études sur les nouvelles formes d'engagement et d'expression politique des jeunes et sur les cadres institutionnels (formels et informels) à travers lesquels les jeunes participent à la vie politique ;
- s'interroger sur la participation des jeunes au niveau local et sur les moyens à travers lesquels ils influencent les processus décisionnels ;
- compléter et enrichir les travaux d'ordre quantitatif par des travaux qualitatifs à travers les focus groups ou les interviews avec les jeunes.

Sur le plan des politiques publiques, il faudrait :

- Elaborer une stratégie de communication pour présenter une nouvelle image des hommes et des institutions politiques ;
- Améliorer et approfondir la connaissance politique des jeunes, en utilisant différentes institutions telles que l'école, les médias, les clubs sportifs ;
- Créer un département spécialisé dans l'analyse de l'évolution des comportements et attitudes politiques des jeunes, notamment au sein de l'IRES ;
- Evaluer les politiques publiques relatives à l'implication politique des jeunes, notamment la loi sur les partis politique ;
- Elaborer des programmes relatifs à l'éducation à la citoyenneté et créer des institutions de dialogue avec les jeunes ;
- Simplifier les procédures de participation électorale (inscription et vote).

Bibliographie

- Adam, A., *Une enquête auprès de la jeunesse musulmane au Maroc*, Aix-en-Provence, Annales de la faculté des Lettres, 1962.
- Adsett, M., « Changes in political era and demographic weight as explanations of youth 'disenfranchisement' in federal elections in Canada, 1965-2000 », *Journal of Youth Studies*, vol. 6, N° 3, 2003.
- Archer, K. et Jared W., « And I don't do dishes either! : disengagement from civic and personal duty », article présenté à l'Annual Meeting of the Canadian Political Science Association, Université de York, Toronto, 1-3 Juin, 2006.
- Bennani-Chraïbi, M., *Soumis et rebelles, les jeunes au Maroc*, Paris, Editions CNRS, 1994.
- Bennani-Chraïbi, M., « L'ouverture d'une brèche, les événements du 14 décembre 1990 et de la guerre de du Golfe au Maroc », in Le Saout, D. et Rollinde, M. (dir), *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb, perspective comparée*, Karthala-Institut Maghreb-Europe, 1999
- Bennani-Chraïbi, M., « Sujets en quête de citoyenneté : le Maroc au miroir des législatives de juin 1993 », in *Monde Arabe Maghreb Machrek*, N° 148, avril-juin 1995.
- Bishop, G. et Low, R., "Le point de vue des jeunes sur le gouvernement, la politique et la société", *Démocratie Canadienne: réintégrer les jeunes dans le processus politique*, Centre de Recherche et d'Information sur le Canada, décembre 2004.
- Blais, A., *To vote or not to vote : the merits and limits of rational choice theory*, University of Pittsburgh Press, 2000.
- Blais A., Gidengil Elisabeth, Nevitte Neil et Nadeau Richard, « The evolving nature of non voting : evidence from Canada », article présenté à l'Assemblée annuelle de l'Association américaine des Sciences politiques, San Francisco, 2001.
- Bourqia, R., El Harras, M., Bensaid, D., *Jeunesse estudiantine marocaine, valeurs et stratégies*, Rabat, Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines 1995.
- Bourqia, R., El-Ayadi, M., El Harras, M., Rachik, H., *Les jeunes et les valeurs religieuses*, Casablanca, EDDIF, 2000
- Bréchon, P., *Comportements et attitudes politiques*, Presses Universitaires de Grenoble, 2006.
- Dalton, R. J., *Citizenship norms and political participation in America : the good news is...the bad news is wrong*, Occasional Paper, Center for Democracy, Georgetown University, 2006.
- Darif, M., *Le mouvement estudiantin marocain : une lecture dans la crise de l'UNEM 1956*, Publications de la Revue Marocaine de Sociologie Politique (en arabe), 1996.
- El-Ayadi, M., « Les mouvements de la jeunesse au Maroc, l'émergence d'une nouvelle intelligentsia politique durant les années soixante et soixante-dix », in Le Saout, Didier et Rollinde, Marguerite (dir), *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb, perspective comparée*, Karthala-Institut Maghreb-Europe, 1999.
- Friedland, L.A. et Morimoto, S., « The life worlds of young people and civic engagement », in Levine, Peter et Youniss, James (eds), *Youth civic engagement: an institutional turn*, CIRCLE working paper 45, February 2006.
- Forbrig, J. (eds), *Revisiting youth political participation: challenges for research and democratic practice in Europe*, Council of Europe Publishing, Mars 2005.
- Gauthier, M., « The inadequacy of concepts : The rise of youth interest in civic participation in Quebec », *Journal of Youth Studies*, 2003, vol. 6, N° 3.
- Gidengil, E. et al, « La sourde oreille : les jeunes adultes et les enjeux électoraux », *Perspectives électorales : élections générales de 2004*, vol. 7, N° 1, janvier 2005.
- Haffarlabiar, A., *Le rôle politique de l'Union Nationale des Étudiants du Maroc*, Mémoire de DEA, Université de Droit, d'Économie et des Sciences Sociales de Paris II, octobre 1981

Holger A., « the nature of political participation », in Lust-Okar, Ellen et Zerhouni, Saloua (eds), *Political participation in the Middle East*, Lynne Rienner Publishers, 2008

Howe P., « Where have all the voters gone ? » *Inroads*, vol. 12, hiver/printemps 2003.

Huntington, S. P., *The third wave, democratization in the late twentieth century*, Norman, University of Oklahoma Press, 1991.

Huntington, S. et Nelson, J., (eds), *No easy choice : political participation in developing countries*, Harvard University Press, 1976.

Le Saout, D. et Rollinde, M. (dir), *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb, perspective comparée*, Karthala-Institut Maghreb-Europe, 1999.

Lust-Okar, E., "Competitive clientelism in Jordanian elections", in Lust-Okar, E. et Zerhouni, S. (eds), *Political participation in the Middle East*, Lynne Rienner Publishers, 2008.

Lust-Okar, E. et Zerhouni, S. (eds), *Political participation in the Middle East*, Lynne Rienner Publishers, 2008.

Mayer, N. (Dir), *Modèles explicatifs du vote*, Editions l'Harmattan, 2000.

Menouni, A., *L'Union Nationale des Étudiants du Maroc*, Mémoire de DES, Université Mohamed V, Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales, Rabat, 1970

Milan, A., « Volonté de participer : l'engagement politique chez les jeunes adultes », in *Tendances sociales canadiennes*, Hiver 2005, Statistique Canada -N° 11-008.

Milner, H., « La connaissance politique et la participation politique chez les jeunes Américains, canadiens et Québécois », Institut du nouveau monde, Annuaire du Québec 2008

Mouawad, J., « Les jeunes comme acteurs principaux dans la réforme politique, les cas de la Jordanie, la Syrie et le Liban », *EuroMesco paper*, N° 62, Septembre 2007.

Muxel, A., Cacouault, M. (dir), *Les jeunes d'Europe du Sud et la politique, une enquête comparative France, Italie, Espagne*, Editions l'Harmattan, 2001.

Muxel, A., «Les jeunes nouveaux électeurs face à l'élection présidentielle du printemps 2007 », le Baromètre politique Français (2006-2007), CEVIPOF, Centre de Recherches Politiques de Sciences Po, 4^{ème} vague- février 2007.

Muxel, A., Riou, C., Lehay, V., «La participation politique des jeunes en France», working paper on national survey results, mars 2005.

Muxel, A., « La participation politique hors du jeu et dans le jeu démocratique », in Muxel, A., Cacouault, M. (dir), *Les jeunes d'Europe du Sud et la politique, une enquête comparative France, Italie, Espagne*, Editions l'Harmattan, 2001.

O'Neill B., « Generational patterns in the political opinions and behaviour of Canadians », *Enjeux publics*, vol. 2, N° 5, Octobre 2001.

Palmer, M. et Nedelcovych, M., «The political behavior of Moroccan students», *Journal of Arab Affairs*, Vol 3, N° 1, juin, 1984.

Pascon, . et Bentaher, M., «Ce que disent 296 jeunes ruraux », in *Bulletin économique et social du Maroc*, vol. 21, N 112-113, janvier-juin 1969.

Pleyers, G., « Young people and alter-globalization: from disillusionment to new forms of political participation", in Forbrig, Joerg (eds), *Revisiting youth political participation : challenges for research and democratic practice in Europe*, Council of Europe Publishing, March, 2005.

Scaff, L., « Two concepts of political participation », *Western Political Quarterly*, September, 1975.

Scaff, L. et Williams, E., « Participation and the primacy of politics in developmental theory », in Booth, John A et Seligson, Mitchell A., (eds), *Political participation in Latin America*, Homes et Meier, 1978.

Tozy, M., *Champ et contre-champ politico-religieux au Maroc*, Faculté de Droit et de Sciences Politiques, Aix-en-Provence, 1984.

Wattenberg, M.P., *Is voting for young people*, Pearson Education : Upper Saddle River, NJ, 2007.

Weiner, Myron, « Political participation : crisis of the political process », in Binder, Leonard et al. (eds), *Crises and sequences in political development*, Princeton University Press, 1971.

Zerhouni, S. et Bahoussa, A., « Le marketing politique face aux réalités électorales », in *Revue Economia*, N° 1, novembre 2007-février 2008.

Rapports

Muxel, A. et Leahy, V., La jeunesse dans la crise du CPE, un an avant l'élection présidentielle de 2007 : protestation, politisation, défiance, distance ?, Baromètre politique français (2006-2007) IPOF-Ministère de l'Intérieur », 1^{ère} vague, avril 2006.
Rapport de la Commission Européenne, « Au-delà des chiffres : principaux résultats de l'enquête Eurobaromètre sur les jeunes en 2007 », Luxembourg : Office des publications officielles des communautés européennes.

Webographie

Pammett, J. H. et LeDuc L., « Pourquoi la participation décline aux élections fédérales canadiennes : un nouveau sondage des non-votants », à consulter sur www.elections.ca.

Annexe 1 : Liste des Tableaux

Tableau 1. Les télés les plus regardées

Tableau 2 : Les journaux les plus lus

Tableau 3 : Notoriété des partis politiques

Tableau 4 : Personnalités politiques connues

Tableau 5 : Inscription sur les listes et intention de vote

Tableau 6 : Intention de vote et valeur de la voix

Tableau 7 : Parti choisi en cas de vote

Tableau 8 : La participation électorale depuis 1963

Annexe 2 : Liste des graphiques

Graphique 1 : Les principales sources d'information

Graphique 2 : La transparence des élections de 2007

Graphique 3 : La perception du rôle du Parlement

Graphique 4 : La perception du rendement du Gouvernement

Graphique 5 : L'intention de vote en 2007

Graphique 6 : Les raisons du choix du parti

Graphique 7 : La mobilité électorale

Graphique 8 : Les raisons de l'abstention

Annexe 3 : Méthodologie

Le travail de terrain a été réalisé entre juin et juillet 2007 dans le cadre d'enquêtes conduites à l'université Mohammed V Souissi, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales (FSJES) et à l'université Al-Akawayn¹⁰¹. Les questionnaires ont été auto-administrés à des étudiants dans le cadre de leurs cours à l'université. Les sondés avaient le choix entre la langue arabe et la langue française pour répondre aux questions. La construction de l'échantillon et la distribution des questionnaires ont été faites de manière aléatoire.

Le recueil des données a concerné un échantillon composé de 353 étudiants (258 à Rabat et 95 à Ifrane) dont une majorité appartient à la tranche 18-24 ans (81%). Les femmes étaient représentées à 53,8% et les hommes à 43,6%. Les enquêtés poursuivaient leurs études dans différentes filières (Droit, Sciences économiques, *Business Administration*, Finances, Relations internationales). Ils venaient des différentes villes et régions du Royaume.

Le questionnaire s'est articulé autour d'un certain nombre d'axes susceptibles de cerner les contours de l'expérience politique des jeunes d'aujourd'hui. Il s'agit des axes suivants : l'intérêt pour la politique ; les connaissances politiques ; le comportement électoral et les attitudes politiques ; les modes de participation politique ; la perception des institutions et les attentes des jeunes.

Questionnaire

1. Est-ce que vous discutez de politique ?

- • Non

• • Oui

Si oui, parlez vous de :

- • Politique nationale
- • Politique internationale

2. Est-ce que vous lisez les journaux?

• • Oui

• • Non

Si oui, lesquels ?

.....
.....

3. Est-ce que vous suivez l'actualité politique nationale?

• • Oui

• • Non

Si oui, quelles sont vos sources d'information?

- • La télé

Précisez les chaînes que vous regardez.....

.....

- • La radio

Précisez les chaînes que vous écoutez.....

.....

- • Internet

- • Autres

Si autres, veuillez préciser

.....

4. Êtes-vous déjà inscrit sur les listes électorales?

- • Oui
- • Non

Si oui, de quelle année?

- • 2002
- • 2007

5. Avez-vous déjà participé à une campagne électorale?

- • Oui
- • Non

Si oui, précisez la nature de votre participation

- • Distribuer des documents publicitaires sur le candidat ou le parti
- • Accompagner le candidat dans ses tournées dans les circonscriptions
- • Autres

Précisez,

.....
.....

6. Avez-vous déjà voté aux élections?

- • Oui
- • Non

Si oui, lesquelles?

- • Les législatives de 1997
- • Les législatives de 2002
- • Les communales de 1997
- • Les communales de 2003

6.1. Allez-vous voter lors des élections législatives de 2007?

- • Oui
- • Non
- • Je ne sais pas

6.2. Si oui, pour quel parti?

.....

6.3. Si vous avez déjà voté, est-ce que vous allez voter pour le même parti ?

- • Oui
- • Non
- • Je ne sais pas

Si oui, pourquoi?

.....

.....

Sinon, pourquoi?

.....

.....

6.4. Pourquoi votez vous pour tel ou tel parti? (Classez par ordre d'importance selon une échelle allant de 1 à 5 les critères suivants. 1 est le plus important 5 est le moins important)

- • La personnalité du leader du parti
- • Le programme du parti
- • L'idéologie du parti
- • Le parti qui peut vous rendre service directement
- • Votre famille vote pour le parti
- • Autres

Si autres, veuillez préciser,

.....

.....

6.5. Quel est le profil du candidat pour lequel vous allez voter? (Classez par ordre d'importance selon une échelle allant de 1 à 10 les critères suivants. 1 est le plus important 10 est le moins important)

- • Le niveau d'éducation
- • Son appartenance partisane
- • Son jeune âge (23-35 ans)
- • Homme
- • Femme

- • Son origine ethnique
- • Son nom de famille
- • L'appartenance au quartier
- • Son sérieux et son efficacité
- • Sa capacité à rendre service
- • Autres

Si autres, veuillez préciser

.....

7. Quels sont les partis politiques marocains que vous connaissez?

.....

8. Quelles sont les personnalités politiques marocaines que vous connaissez?

.....

9. Selon vous, quels sont les raisons qui poussent les jeunes à ne pas voter?

- • Intérêt limité pour la politique
- • Problème de connaissance politique
- • Les partis politiques ne communiquent pas bien avec les jeunes
- • Les jeunes ne se sentent pas représentés par les partis politiques
- • Les partis politiques ne tiennent pas leurs promesses
- • Autres

Si autres, veuillez préciser

.....

10. Comment voyez-vous le rôle du Parlement marocain actuel?

- • Très important
- • Important
- • Peu important
- • Aucune importance
- • Autres

Si autres, précisez votre réponse

.....

11. Que pensez vous du rendement du Gouvernement marocain actuel?

- • Très satisfaisant
- • Satisfaisant
- • Peu satisfaisant
- • Pas du tout satisfaisant
- • Autres

Expliquez votre réponse

.....
.....
.....

12. Pensez-vous que les élections législatives de 2007 se dérouleront dans la transparence?

- • Oui
- • Non
- • Je ne sais pas

Si oui, pourquoi?

.....
.....

Si non, pourquoi?

.....
.....

13. Pensez vous que votre voix compte?

- • Oui
- • Non

Si oui, pourquoi?

.....
.....

Si non, pourquoi?

.....
.....

14. Quels changements attendez-vous des élections législatives de 2007?

.....
.....
.....
.....

Fiche technique

- Genre** • • Femme • • Homme
Age • • 18-24 • • 25-35
Niveau des études
• • S2 • • S4 • • S6 • • Master
Filière
• • Droit privé • • Droit public • • Économie
Langue des études universitaires
• • Arabe • • Français

La profession du père :

La profession de la mère :

Le niveau d'instruction du père

- • sans • • primaire • • secondaire • • supérieur

Le niveau d'instruction de la mère

- • sans • • primaire • • secondaire • • supérieur

Le quartier habité :

Le lieu d'origine :

Êtes vous membre d'un parti politique? • • Oui • • Non

Si oui lequel?.....

Votre père est-il membre d'un parti politique? • • Oui • • Non

Si oui lequel?.....

Votre mère est-elle membre d'un parti politique? • • Oui • • Non

Si oui lequel?.....

Êtes vous membre d'une association? • • Oui • • Non

Si oui, laquelle?.....

Êtes vous membre d'un syndicat? • • Oui • • Non

Si oui, lequel?.....

Références

-
- ¹ Les islamistes de l'Association Al-Islah wa-Tajdid, ont intégré le parti du Mouvement Populaire Constitutionnel Démocratique (MPCD) en 1996 qui est devenu le Parti de la Justice et du Développement (PJD) après leur premier congrès. Ils ont décroché 9 sièges à la législature de 1997. Suite aux législatives de 2002, ils ont réalisé une percée importante avec 43 sièges. Actuellement, leur groupe parlementaire est composé de 46 membres.
- ² La loi sur les partis politiques incite ceux-ci à adopter des procédures et des mécanismes démocratiques et transparents dans leur organisation interne et dans leur gestion financière.
- ³ Il en est ainsi de la réforme du Code des libertés publiques et de la création de l'Instance Equité et Réconciliation pour indemniser les victimes des années de forte conflictualité.
- ⁴ Nombre d'enquêtes et de sondages ont montré la faible adhésion aux partis politiques et syndicats. Selon l'enquête sur le marketing politique, 96% des personnes interrogées n'ont aucune appartenance politique et 98% sont sans affiliation syndicale. L'enquête a été menée en septembre 2007 auprès d'un échantillon de 1000 personnes de 18 ans et plus, représentatif de deux grandes villes (Rabat et Casablanca) et d'une ville périurbaine (Médiouna). Pour plus de détails voir Zerhouni, Saloua et Bahoussa, Abdelaziz, « Le marketing politique face aux réalités électorales », in Revue *Economia*, N° 1, novembre 2007-février 2008, pp. 48-71. L'étude a été financée par le Centre des Etudes Sociales, Economiques et Managériales (CESEM) et la Fondation Friedrich-Ebert, Rabat.
- ⁵ Nonna Mayer et Pascal Perrineau, *Les comportements politiques*, Editions A.Colin, Paris, 1992, pp. 15-18.
- ⁶ Nonna Mayer et Pascal Perrineau, *op.cit.*, p. 15-18.
- ⁷ Je tiens à remercier le doctorant Saadeddine Igamane pour son assistance dans la réalisation des différentes étapes de ce projet, pour la qualité de son travail, son sérieux et son dévouement.
- ⁸ Il est à noter que la plupart des études ont opté pour les méthodes quantitatives. Ils avaient pour cible privilégiée la jeunesse instruite et urbaine. Par ailleurs, les données sur le rapport des jeunes à la politique sont lacunaires en comparaison avec celles sur les valeurs sociales et religieuses.
- ⁹ André Adam, *Une enquête auprès de la jeunesse musulmane au Maroc*, Aix-en-Provence, Annales de la Faculté des Lettres, 1962.
- ¹⁰ Mohamed Tozy a repris les questions du rapport des jeunes à la religion dans une enquête conduite auprès de 400 étudiants en 1982 et 1983. Pour plus de détails voir sa thèse intitulée : *Champ et contre-champ politico-religieux au Maroc*, Faculté de Droit et des Sciences Politiques D'Aix-en-Provence, 1984.
- ¹¹ Paul Pascon et Mekki Bentaher, « Ce que disent 296 jeunes ruraux », *Bulletin économique et social du Maroc*, Vol. 21, N° 112-113, janvier-juin 1969.
- ¹² Monte Palmer et Mima Nedelcovych, « The political behavior of Moroccan students », *Journal of Arab Affairs*, Vol 3, N° 1, Juin, 1984, pp. 115-129.
- ¹³ Abdellatif Menouni, *L'Union Nationale des Etudiants du Maroc*, Mémoire de DES, Université Mohammed V, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Rabat, 1970.
- ¹⁴ A. Hafarlabiar, *Le rôle politique de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc*, Mémoire de DEA, Université de Droit, d'Economie et des Sciences Sociales de Paris II, octobre 1981.
- ¹⁵ Mohamed Darif, *Le mouvement étudiant marocain : une lecture dans la crise de l'UNEM 1956-1996*, Publications de la Revue Marocaine de Sociologie Politique (en arabe), 1996.
- ¹⁶ Mohammed El Ayadi, « Les mouvements de la jeunesse au Maroc, l'émergence d'une nouvelle intelligentsia politique durant les années soixante et soixante-dix », in Didier Le Saout et Marguerite Rollinde (dir), *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb, perspective comparée*, Karthala-Institut Maghreb-Europe, 1999, pp. 201-230.
- ¹⁷ Mohammed El Ayadi, *op. cit.*, p. 204.
- ¹⁸ Rahma Bourqia, Mokhtar El Harras, Driss Bensaid, *Jeunesse étudiante marocaine, valeurs et stratégies*, Rabat, Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines 1995.
- ¹⁹ Voir Rahma Bourqia, Mohammed El-Ayadi, Mokhtar El Harras, Hassan Rachik, *Les jeunes et les valeurs religieuses*, Casablanca, Eddif, 2000.

-
- ²⁰ Rahma Bourqia, Mohammed El-Ayadi, Mokhtar El Harras, Hassan Rachik, 2000, op. cit., p. 15.
- ²¹ Rahma Bourqia, Mohammed El-Ayadi, Mokhtar El Harras, Hassan Rachik, 2000, op. cit., p.19.
- ²² L'auteur a mené une enquête auprès des jeunes scolarisés âgés de 16 à 30 ans dans le milieu urbain. Pour plus de détails voir, Mounia Bennani-Chraïbi, *Soumis et rebelles, les jeunes au Maroc*, Paris, Editions CNRS, 1994.
- ²³ Sur les manifestations, voir : le travail du même auteur « L'ouverture d'une brèche, les événements du 14 décembre 1990 et de la guerre du Golfe au Maroc », in Didier Le Saout et Marguerite Rollinde (dir), *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb, perspective comparée*, Karthala-Institut Maghreb-Europe, 1999, pp. 127-135.
- ²⁴ Mounia Bennani-Chraïbi, 1994, op. cit., p. 215.
- ²⁵ Mounia Bennani-Chraïbi, « Sujets en quête de citoyenneté : le Maroc au miroir des législatives de juin 1993 », in *Monde Arabe Maghreb Machrek*, N° 148, avril-juin 1995, pp. 17-27.
- ²⁶ Voir Noureddine Affaya, Driss Guerraoui, *Le Maroc des jeunes*, Publications de l'Association de Recherche en Communication Interculturelle, 2006.
- ²⁷ Les résultats de l'enquête ont été publiés dans le numéro de *l'Economiste* de mars 2006.
- ²⁸ Les résultats de ce sondage ont été publiés par le « *Le Journal Hebdo* », en mars 2006 et a provoqué beaucoup de réactions sur la scène politique marocaine.
- ²⁹ L'enquête a été administrée en septembre 2007 auprès d'un échantillon de 1000 personnes de 18 ans et plus, représentatif de deux grandes villes (Rabat et Casablanca) et d'une ville périurbaine (Médiouna). Pour plus de détails, voir : Saloua Zerhouni et Abdelaziz Bahoussa, « Le marketing politique face aux réalités électorales », in *Revue Economia* N° 1, novembre 2007-février 2008, pp. 48-71. L'étude a été financée par le Centre des Etudes Sociales, Economiques et Managériales (CESEM) et la Fondation Friedrich-Ebert, Rabat.
- ³⁰ Martin P. Wattenberg, *Is voting for young people*, Pearson Education : Upper Saddle River, NJ, 2007.
- ³¹ Keith Archer et Wesley Jared, « And I don't do dishes either! : disengagement from civic and personal duty », article présenté à l'Annual Meeting of the Canadian Political Science Association, Université de York, Toronto, ON, 1-3 Juin, 2006.
- ³² Russell J. Dalton, «Citizenship norms and political participation in America : the good news is...the bad news is wrong», Occasional Paper, le Centre de Démocratie, Université de Georgetown, 2006.
- ³³ Milner, Henry, « La connaissance politique et la participation politique chez les jeunes Américains, Canadiens et Québécois », Institut du nouveau monde, Annuaire du Québec 2008, p. 4.
- ³⁴ Lewis A. Friedland et Morimoto, Shauna, « The life worlds of young people and civic engagement », in Levine, Peter et Youniss, James (eds), *Youth civic engagement: an institutional turn*, CIRCLE working paper 45, February 2006.
- ³⁵ L'enquête a été réalisée à la demande de l'unité Jeunesse de la Direction générale de l'éducation et de la culture de la Commission Européenne. Elle s'inscrit dans le cadre d'une série d'enquêtes sur les jeunes Européens de 15 à 24 ans menées en 1982, 1987, 1990, 1997 et 2001. L'enquête se trouvant à la base de ce travail a été menée auprès de jeunes de 15 à 30 ans dans les 27 Etats membres de l'UE, entre le 30 janvier et le 4 février 2007. Plus de 19 000 jeunes ont été interviewés par téléphone, ils ont été sélectionnés de manière aléatoire. Pour plus de détails voir, le rapport de la Commission Européenne, « Au-delà des chiffres : principaux résultats de l'enquête Eurobaromètre sur les jeunes en 2007 », Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes.
- ³⁶ Anne Muxel, Cécile Riou, Viviane Leahy, «La participation politique des jeunes en France», Working Paper on national survey results, mars 2005, disponible sur : http://www.cevipof.msh-paris.fr/publications/notes_etudes/XVI-NotesEtudes.pdf, consulté le 26 août 2008.
- ³⁷ L'étude a été conduite par le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, en collaboration avec le Centre Libanais des Etudes Politiques. Des interviews ont été réalisées auprès de 42 jeunes âgés de 18 à 30 ans en Jordanie, en Syrie et au Liban. Pour plus de détails voir : Jamil Mouawad, « Les jeunes comme acteurs principaux dans la réforme politique, les cas de la Jordanie, la Syrie et le Liban », EuroMesco paper, N° 62, septembre 2007.

-
- ³⁸ Le sondage a été administré par l'Association 2007 Daba en Juillet 2007 auprès d'un échantillon composé de 1200 personnes représentatives des inscrits sur les listes électorales.
- ³⁹ Anne Milan, *op. cit.*,
- ⁴⁰ Henry Milner, *op. cit.*, 2008.
- ⁴¹ Milan a utilisé les données de l'Enquête sociale générale (ESG) de 2003, 25 000 Canadiens de 15 ans et plus ont été interviewés. Son étude a porté sur un échantillon d'environ 3000 personnes appartenant à la catégorie d'âge 22-29 ans. Pour plus de détails, voir Milan, Anne, « Volonté de participer : l'engagement politique chez les jeunes adultes », in *Tendances sociales canadiennes*, Hiver 2005, Statistique Canada -N° 11-008.
- ⁴² Anne Milan, *op. cit.*, 2005.
- ⁴³ Outre le Canada, l'analyse de la participation électorale dans neuf pays a montré que « les deux déterminants socioéconomiques les plus importants du vote sont l'éducation et l'âge. L'écart entre les personnes les plus instruites et les moins instruites et entre les plus jeunes et les moins jeunes est considérable : 20 points », voir André Blais, *To vote or not to vote : the merits and limits of rational choice theory*, University of Pittsburgh Press, 2000, p. 52.
- ⁴⁴ Anne Muxel, Cécile Riou, Viviane Lehay, , 2005, *op. cit.*,
- ⁴⁵ *Ibid.*
- ⁴⁶ Anne Muxel, «Les jeunes nouveaux électeurs face à l'élection présidentielle du printemps 2007, le Baromètre politique français (2006-2007), CEVIPOF, Centre de Recherches Politiques de Sciences Po, 4^{ème} vague- février 2007.
- ⁴⁷ Voir les résultats de l'enquête ci-après.
- ⁴⁸ Jamil Mouawad, *op. cit.*, 2007.
- ⁴⁹ Brenda O'Neill, « Generational patterns in the political opinions and behaviour of Canadians », *Enjeux publics*, vol. 2, N° 5, Octobre 2001.
- ⁵⁰ André Blais, Elisabeth Gidengil, Neil Nevitte et Richard Nadeau, « The evolving nature of non voting : evidence from Canada », article présenté à l'Assemblée Annuelle de l'Association Américaine des Sciences Politiques, San Francisco, 2001.
- ⁵¹ O'Neill, *op. cit.*
- ⁵² Notamment les travaux de Gidengil, Elisabeth et al, « La sourde oreille : les jeunes adultes et les enjeux électoraux », *Perspectives électorales : élections générales de 2004*, vol. 7, N° 1, janvier 2005, p. 6 à 11.
- ⁵³ G. Bishop et R. Low, , "Le point de vue des jeunes sur le gouvernement, la politique et la société", *Démocratie Canadienne: réintégrer les jeunes dans le processus politique*, Centre de recherche et d'information sur le Canada, décembre 2004, pp. 6-8.
- ⁵⁴ M. Adsett, « Changes in political era and demographic weight as explanations of youth 'disenfranchisement' in federal elections in Canada, 1965-2000 », *Journal of Youth Studies*, vol. 6, N° 3, 2003, pp. 247-264.
- ⁵⁵ Blais et al, 2002, *op. cit.*, p.57.
- ⁵⁶ John Pammett et LeDuc Lawrence, *Pourquoi la participation décline aux élections fédérales canadiennes : un nouveau sondage des non-votants*, à consulter sur www.elections.ca
- ⁵⁷ Henry Milner, *op. cit.*, p. 7.
- ⁵⁸ Henry Milner, *op. cit.*, p. 8.
- ⁵⁹ Parmi les études qui ont avancé le manque de connaissances politiques, voir : Blais André, et al, 2002, *op. cit.* ; O'Neill, Brenda, *op.cit.* ; Howe paul, « Where have all the voters gone ? » *Inroads*, vol. 12, hiver/printemps 2003.
- ⁶⁰ Pierre Bréchon, *op. cit.*, p. 51.
- ⁶¹ Joerg Forbrig (eds), *Revisiting youth political participation: challenges for research and democratic practice in Europe*, Council of Europe Publishing, mars 2005.
- ⁶² Anne Muxel, « La participation politique hors du jeu et dans le jeu démocratique », in Anne Muxel, Marlaïne Cacouault (dir), *Les jeunes d'Europe du Sud et la politique, une enquête comparative France, Italie, Espagne*, Editions l'Harmattan, 2001, p.219.

-
- ⁶³ Anne Milan, 2005, *op. cit.*
- ⁶⁴ Brenda O'Neill, *op. cit.*, p. 32.
- ⁶⁵ Geoffrey Pleyers, « Young people and alter-globalization: from disillusionment to new forms of political participation », in Forbrig, Joerg (eds), 2005, *op. cit.*, pp. 133-143.
- ⁶⁶ Anne Muxel, Marlaine Cacouault (dir), *Les jeunes d'Europe du Sud et la politique, une enquête comparative France, Italie, Espagne*, Editions l'Harmattan, 2001, p. 19.
- ⁶⁷ M.Gauthier, « The inadequacy of concepts : The rise of youth interest in civic participation in Quebec », *Journal of Youth Studies*, vol. 6, N° 3, 2003, pp. 265-276.
- ⁶⁸ Anne Milan, *op. cit.*,
- ⁶⁹ L'enquête a été conduite en septembre 2007 auprès d'un échantillon de 1000 personnes de 18 ans et plus représentatif de deux grandes villes (Rabat et Casablanca) et d'une ville périurbaine (Médiouna). Pour plus de détails, voir : Zerhouni, Saloua et Bahoussa, Abdelaziz, « Le marketing politique face aux réalités électorales », in Revue *Economia* N° 1, Novembre 2007-Février 2008, pp. 48-71. L'étude a été financée par le Centre des Etudes Sociales, Economiques et Managériales (CESEM) et la Fondation Friedrich-Ebert, Rabat.
- ⁷⁰ Jamil Mouawad, *op. cit.*, p. 11.
- ⁷¹ Données tirées du projet EUYOUNG sur la participation politique des jeunes en Europe. L'enquête a concerné huit pays : Autriche, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Italie, Slovaquie, Royaume-Uni. Le projet a été financé par le 5^{ème} programme-cadre de la Commission Européenne.
- ⁷² Jamil Mouawad, *op. cit.*, p. 8.
- ⁷³ *Ibid.*
- ⁷⁴ *Ibid.*
- ⁷⁵ Voir, Ellen Lust-Okar, "Competitive clientelism in Jordanian elections", in Ellen Lust-Okar et Saloua Zerhouni, (eds), *Political participation in the Middle East*, Lynne Rienner Publishers, 2008.
- ⁷⁶ Voir ci-après les résultats de l'enquête.
- ⁷⁷ Le Baromètre de la démocratie dans le monde arabe se base sur les données recueillies à travers une vingtaine d'enquêtes dans neuf pays de la région MENA. L'enquête a été conduite entre 2000 et 2006.
- ⁷⁸ Amaney Jamal et Mark Tessler, "Attitudes in the Arab world", in *Journal of Democracy*, volume 19, N° 1, Janvier 2008, p.98.
- ⁷⁹ Voir tableau 19 de l'étude de Muxel, Anne, Riou, Cécile, Lehay, Viviane, *op. cit.*, 2005.
- ⁸⁰ Anne Muxel et Viviane Lehay, , La jeunesse dans la crise du CPE, un an avant l'élection présidentielle de 2007 : protestation, politisation, défiance, distance ?, Baromètre politique Français (2006-2007) IPOF-Ministère de l'Intérieur », 1^{ère} vague, Avril 2006. Les données du BFP 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire. Le BFP se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007 réalisées par l'IFOP.
- ⁸¹ Pour plus de détails sur l'enquête, voir : l'annexe méthodologique.
- ⁸² Pierre Bréchon, *Comportements et attitudes politiques*, Presses Universitaires de Grenoble, 2006, p. 19.
- ⁸³ Voir la section sur la compétence politique des jeunes.
- ⁸⁴ Voir le sondage de l'Association 2007 Daba, Juillet 2007, *op. cit.*,
- ⁸⁵ Voir : Saloua Zerhouni et Abdelaziz Bahoussa, *op.cit.*, p. 64.
- ⁸⁶ Financièrement, ces deux magazines ne sont pas à la portée de la majorité des étudiants de la FSJES.
- ⁸⁷ Par exemple, les différents congrès que le parti a organisés depuis sa création ont bénéficié d'une large couverture médiatique.
- ⁸⁸ Suite au congrès tenu par le PJD en juillet 2008, Abdelilah Benkirane a succédé Othmani au poste de Secrétaire Général du parti.
- ⁸⁹ Driss Benzekri est décédé le 20 mai 2007.
- ⁹⁰ Il est fort probable que certains étudiants n'ont pas voulu se prononcer sur la question de la transparence des élections par prudence et non par manque de connaissances ou d'aptitudes politiques.

⁹¹ Le Code électoral permet l'inscription dans les communes de résidence ou de naissance et pour certaines catégories professionnelles, dans les communes où se trouvent leur lieu de travail. Il ne contient pas des procédures spéciales pour certains cas de mobilité géographique.

⁹² Voir Tableau sur le taux de participation depuis 1963.

⁹³ Notamment Paul Lazarsfeld de l'université de Columbia et son équipe. Suite à une étude de sociologie électorale, il publie en 1944 un livre fondateur intitulé : *The People's Choice*, suivi d'un autre ouvrage sur le choix électoral intitulé : *Voting*, Berelson, Lazarsfeld, McPhee, 1954.

⁹⁴ Pour plus de détails, voir Nonna Mayer (Dir), *Modèles explicatifs du vote*, l'Harmattan, 2000.

⁹⁵ Selon l'étude sur le marketing politique, « ...plus de la moitié de ceux qui ont voté pour le parti l'ont fait principalement sur la base de leur adhésion au programme et aux principes du parti », voir Saloua Zerhouni et Abdelaziz Bahoussa, *op.cit.*, p. 57.

⁹⁶ D'autres notions sont utilisées comme la volatilité électorale, l'instabilité électorale ou la fluidité des comportements électoraux.

⁹⁷ L'échantillon est composé d'une majorité de jeunes appartenant à la tranche d'âge 18- 24 ans. Il est fort possible que ces étudiants n'avaient pas l'âge de vote en 2002 et en 2003. En effet, 69,4% de ceux qui n'ont jamais voté appartiennent à la tranche susmentionnée.

⁹⁸ Le scrutin s'est déroulé le 7 septembre, au moment où la plupart des gens avaient d'autres préoccupations, notamment la rentrée scolaire et les préparatifs pour le mois de Ramadan.

⁹⁹ Voir tableau 8.

¹⁰⁰ Le présent travail a bénéficié des remarques et commentaires d'un ensemble de chercheurs et praticiens lors du workshop organisé au sein de l'IRES le 18 octobre 2008. Ont pris part aux travaux du workshop M. Chaabi Fawzi, M. El Harras, Mokhtar, M. El Guerraoui, Driss, M. Bouabid, Ali, M. El Khalfi, Mustapha, M. Haddad, Lahcen, M. Benchekroun. L'auteur tient à remercier l'ensemble des intervenants pour la richesse de leurs suggestions.

¹⁰¹ L'enquête conduite à la FSJES est le résultat d'un travail collectif. Les étudiants de licence, module « Méthodes des Sciences Sociales » ont contribué à l'élaboration du questionnaire et à son administration. L'auteur tiens à remercier tous les étudiants et particulièrement l'étudiante Amani El Neggare pour son sérieux et son dévouement. Mes sincères remerciements vont également au Doyen de la FSJES, M. Dkhissi, aux professeurs et administrateurs qui ont facilité l'administration de l'enquête. *Last but not least*, je tiens à exprimer ma profonde gratitude au Professeur Driss Maghraoui, pour son soutien et pour l'administration des questionnaires auprès des étudiants de l'université Al-Akhawayn ainsi qu' à M. Dahbi, Doyen de la *School of Humanities*, pour sa collaboration.